

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'Internationale d'Amsterdam et la Guerre (L. Trotsky). — Les bases du Léninisme (Suite) (Staline). — Les débats du XIII^e Congrès du P. C. R. — La politique française du pétrole (Dupleix). — Pour le 10^e anniversaire de la guerre mondiale (O. Petrowsky). — La déclaration socialiste au

Parlement (H. Borel). — Pourquoi on a réuni la Commission des Experts (Suite) (Louzon). — Chronique des Cellules (S. Broche). — L'opinion des militants : Courte réponse (Roger Rieu). — La Russie des Soviets : L'effort économique.

L'Internationale d'Amsterdam et la Guerre

La résolution Jouhaux. — La grève des fabriques de munitions et la grève générale en cas de guerre sont-elles possibles ? — Non, et il ne s'agit que d'endormantes motions de congrès. — Ce qu'il faut faire.

Ni M. Jouhaux, ni ses partenaires n'ont reconnu que leur politique dans les plus grands événements de l'histoire mondiale, dans la guerre impérialiste, a été entièrement mensongère et néfaste. Nous avons donc le droit de considérer leur politique actuelle, y compris les résolutions du congrès de Vienne, comme la continuation de leur ancienne politique. Nous savons qu'avant la guerre impérialiste, syndicats et partis socialistes votaient avec la même unanimité que le congrès de Vienne des résolutions contre la guerre. Mais quand celle-ci éclata, aucun des partis socialistes européens, aucune organisation syndicale ne tenta de s'y opposer. Tous et toutes, au contraire, concoururent à l'œuvre sanglante de leurs bourgeoisies nationales. Avons-nous, je ne dis pas de garanties, mais la moindre espérance de voir, en face d'une nouvelle guerre, Jouhaux et ses compères d'Amsterdam adopter une attitude différente de celle qu'ils eurent en 1914-1918 ? Telle est notre question préalable.

On pourrait ne pas s'y arrêter si les hommes n'oubliaient si facilement leur propre expérience et s'il n'y avait des jeunes générations encore dépourvues de cette expérience. Toute la politique des leaders d'Amsterdam est basée sur la courte mémoire des uns et l'inexpérience des autres.

Examinons de plus près leur programme d'action. Ce programme recommande d'une part la propagande tendant au désarmement des haines nationales, à l'arbitrage obligatoire, etc.; il a en un mot un caractère pacifiste. D'autre part, il a l'allure d'un programme de combat puisqu'il recommande, en cas de danger de guerre, la cessation du travail dans les fabriques de munitions,

l'arrêt des transports, le boycottage économique et, enfin, la grève générale internationale.

Point n'est besoin de parler beaucoup de sa partie pacifiste. Ce serait bien beau si l'on pouvait instituer un tribunal international « équitable », dont les arrêts seraient obligatoires pour tous. Mais ce serait évidemment aux gouvernements bourgeois, détenteurs actuels du pouvoir, de l'instituer. Or, ce sont précisément eux qui créent le danger de guerre. De sorte que la question se déplace, du programme pacifiste au programme de combat, et qu'il s'agit de savoir comment les ouvriers peuvent empêcher la bourgeoisie de provoquer une nouvelle conflagration internationale.

Les moyens dont disposent les ouvriers sont : grèves partielles (aux usines de munitions), boycottage, grèves générales. Disons-le tout de suite : ces moyens patentés de Jouhaux et Cie ne constituent qu'un narcotique.

Les fabriques de munitions travaillent sans interruption dans tous les pays. Pourquoi ne pas y proclamer la grève tout de suite ? Si les gens d'Amsterdam pensent sérieusement s'opposer à la guerre, pourquoi laissent-ils fabriquer des stocks de munitions ? Ce serait un bel acompte sur les futurs exploits que d'arrêter dès aujourd'hui le travail des usines de munitions. — « Utopie ; va-t-on nous répondre. Les ouvriers n'écouteront pas notre appel. Les gouvernements trouveraient toujours assez de jaunes... » — Ces raisons, convenons-en, sont valables. Mais serait-il plus facile d'organiser la grève des usines de munitions à la veille de la guerre qu'en temps de paix ? Il faut être un crétin ou un malhonnête homme pour le soutenir. Préconiser la grève des usines de munitions à l'heure du danger immédiat de guerre, c'est pratiquement différer la grève jusqu'au moment où elle sera le moins possible. Nous n'avons pas oublié juillet 1914. L'Etat est le plus puissant à la veille de la guerre. L'Etat monopolise alors tous les instruments de la mo-

bilisation de l'opinion publique, plus la terreur. Nous eussions bien voulu voir, en août 1914, M. Jouhaux prêcher en France la grève des usines de munitions ! Mais il avait à cette époque un tout autre programme, dont nous nous souvenons bien. Avec Albert Thomas il demandait : *Des canons ! Des munitions !* Quelle raison avons-nous de croire qu'à la veille d'une nouvelle guerre les choses se passeront autrement ? Il est absurde d'imposer la plus grande charge, dans la lutte contre la guerre, aux ouvriers des entreprises de guerre. Mais les gens d'Amsterdam ont assez de bon sens pour n'y pas penser sérieusement eux-mêmes.

Leurs résolutions parlent, il est vrai, des grèves générales. C'est avec autant de sérieux. Par grève générale il faut évidemment entendre une action prolétarienne assez puissante pour empêcher la bourgeoisie d'accomplir sa volonté dans la question capitale de la guerre et de la paix. Ainsi le prolétariat organisé par la F.S.I. d'Amsterdam serait en mesure de paralyser à tout moment la bourgeoisie ! Pourquoi ne le fait-il pas sur les questions de moindre importance : prolongation de la journée de travail, augmentation des dépenses militaires ? D'où vient la magnifique assurance des gens d'Amsterdam, de trouver chez le prolétariat, 24 heures avant la minute où la bourgeoisie aurait décidé de jeter le peuple dans une nouvelle guerre, la puissance de la paralyser par la grève générale ? La bourgeoisie concentre toutes ses forces dans la période d'avant-guerre. *A ce moment, grève générale signifie révolution.* De sorte que les courageux leaders d'Amsterdam s'engagent à faire la révolution à un moment précis, choisi du reste par la bourgeoisie. Il faut, ce semble, disposer pour cela de certaines forces. Et si l'on en dispose, pourquoi remettre la révolution jusqu'à la veille de la guerre ? Ne serait-il pas plus simple de la faire en temps utile, écartant par là tout danger de guerre ?

La question s'éclaire mieux encore sous un autre aspect. La C.G.T. réformiste se rattache par des liens étroits au Parti Socialiste Français tout comme les trade-unions anglaises se rattachent au parti de Macdonald et les syndicats allemands à la social-démocratie. Le budget de la guerre — qui assure du travail aux usines de munitions — constitue le chapitre le plus important du budget de M. Snowden, ministre « ouvrier » de l'impérialisme britannique. M. Snowden, de l'Internationale d'Amsterdam, fait payer aux ouvriers anglais les impôts destinés à entretenir l'activité des fabriques de munitions. Le Parti Socialiste Français a décidé de voter le budget radical qui prévoit des dépenses militaires assez « radicales ». Et M. Jouhaux, dont la politique est la même que celle des socialistes de son pays, voudrait obliger les ouvriers français à se mettre en grève au moment où il apparaîtra que l'armée « radicale » ne se forme pas pour le plaisir mais pour la guerre. Conçoit-on plus pauvre charlatanisme ? En temps de paix nous administrons le budget de la bourgeoisie : ministres, socialistes, nous faisons payer les travailleurs pour le militarisme ; nous surveillons la bonne discipline bourgeoise à l'armée ; nous accoutumons les ouvriers à l'idée que la défense de l'Etat impérialiste est leur devoir. Mais quand la bourgeoisie, faisant sérieusement ce qu'elle fait, voudra se servir de l'armée formée avec l'appui des ministres socialistes et des syndicats réformistes, nous appellerons les ouvriers à la grève générale, etc. ! Cette politique est faite pour des moutons menés à l'abattoir.

— Mais si la grève générale contre la guerre est impossible, entendons-nous objecter les réformistes malins, que faire ? La classe ouvrière est donc désarmée contre le militarisme !

A quoi nous répondons : La classe ouvrière n'est pas désarmée contre le militarisme, mais vous faites, vous réformistes, tout ce qu'il faut pour la désarmer. Commençons si vous voulez par de menues choses. Avant d'en appeler à la grève dans les fabriques de munitions, et à plus forte raison à la grève générale, décidez de refuser à la bourgeoisie les crédits nécessaires à l'entretien de ses usines de munitions. Il est oiseux de parler de l'indépendance complète des syndicats, leur politique étant la même que celle des partis socialistes. Si les partis parlementaires refusaient d'appliquer une telle décision, les syndicats auraient à boycotter tout parti qui directement ou non approuverait les dépenses militaires de l'Etat bourgeois. Mais ce serait rompre avec les réformistes, c'est-à-dire avec soi-même. Insoluble problème !

Le refus des crédits de guerre au Parlement trancherait-il la question ? Tant que la bourgeoisie est la classe dominante, sa majorité est assurée au Parlement. Son budget de guerre sera donc voté même si les députés ouvriers ne le votent pas. L'opposition parlementaire au militarisme ne suffit pas à écarter le danger de guerre, quoiqu'il soit évident que les organisations ouvrières qui n'ont même pas le courage d'aller jusque-là ne valent pas grand-chose. Les votes contre les dépenses militaires — et contre tout le budget capitaliste — n'ont de sens que si les syndicats et les partis groupent les ouvriers pour une action irréductible contre la domination bourgeoise, non seulement quand la guerre menace mais aussi en temps de paix, c'est-à-dire pendant la préparation systématique de la guerre.

La création, dans les masses, d'une mentalité politique adéquate à cette tâche est la première condition élémentaire de la lutte contre le danger de guerre.

Mais il ne faut pas naturellement s'arrêter là. Il faut mettre sur pied l'organisation de combat de la classe ouvrière. Pour que la grève des fabriques de munitions soit possible il faut que la masse ouvrière soit, dans ces fabriques, tout au moins dans sa majorité, pénétrée de la haine de la domination bourgeoise et qu'elle ait un noyau ferme, capable de la guider au moment décisif. Certes, on ne peut, même dans ces conditions, affirmer que nous ferons la grève juste à la veille de la guerre. La grève — c'est-à-dire la révolution — est le moins probable à ce moment-là. En réalité, ou la révolution — la grève générale n'étant qu'un de ses épisodes — surgira de la lutte des classes et rendra la guerre impossible, ou la nouvelle guerre provoquera une aggravation nouvelle de la lutte des classes, amenant la grève générale et la révolution. Le révolutionnaire sérieux ne peut prendre en ces matières aucun engagement formel. Il n'en est pas de même du charlatan qui jongle avec les mots de « grève générale », d'« insurrection », de « boycottage », de « guerre », comme un clown avec des assiettes de fer-blanc...

Désireux, croirait-on, de démasquer à fond leur réformisme, les gens d'Amsterdam ont fixé au 21 septembre une journée de protestation internationale contre la guerre. Tant pis pour le militarisme ! Mais, pensera le lecteur, la classe ouvrière n'a-t-elle pas déjà sa journée antimilitariste du 1^{er} Mai ? Le malheur c'est que le 1^{er} mai ne tombe un dimanche que toutes les sept années. Il faut donc, pour le fêter, cesser le travail, entrer en conflit avec la bourgeoisie. Or, il est beaucoup

plus difficile d'empêcher le patronat d'exploiter le prolétariat pendant une seule journée que de permettre des grèves générales et maints miracles en cas de guerre. Aussi les gens d'Amsterdam ont-ils fixé leur protestation contre la guerre au troisième dimanche de septembre. La redoutable protestation s'y fera invisible. Cette année les organisations sont autorisées à reporter leur fête au 28 juillet, jour anniversaire de l'assassinat de Jaurès. Par bonheur ce jour tombe aussi un dimanche. Et l'an prochain point ne sera besoin de commémorer Jaurès. Les manifestations resteront fixées au troisième dimanche de septembre. Un dimanche est toujours un dimanche. L'abandon définitif du 1^{er} mai est la seule innovation d'Amsterdam dans la lutte contre le danger de guerre.

Tirons les conclusions générales des décisions antimilitaristes du Congrès de la F. S. I. d'Amsterdam. Le devoir est de démontrer plus opiniâtrement, plus systématiquement que jamais, aux masses ouvrières, que les leaders d'Amsterdam les trompent et les trahissent dans la question essentielle, la plus aiguë, qui se pose à la société actuelle : celle de la guerre. Leurs recettes constituent un narcotique employé au service des intérêts du militarisme capitaliste. Le plus grand danger de guerre réside précisément dans l'attitude de la F. S. I. d'Amsterdam. Lui arracher la confiance des masses c'est désarmer la bourgeoisie et armer le prolétariat. Ce qu'il faut faire.

L. TROTSKY.

LES BASES DU LENINISME

(Suite)

La Question Paysanne

Position de la question

D'aucuns pensent que la base, le point de départ du léninisme est la question de la paysannerie, de son rôle, de son importance. C'est là une opinion erronée. La question fondamentale du léninisme, son point de départ est la question de la dictature du prolétariat, des conditions de son établissement et de sa consolidation. La question paysanne, question de la recherche d'un allié pour le prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, n'en est qu'un corollaire.

Néanmoins ce fait ne lui enlève rien de son importance pour la révolution prolétarienne. C'est à la veille de la révolution de 1905 que la question paysanne a commencé à attirer sérieusement l'attention des marxistes russes. La question du renversement du tsarisme et de la réalisation de l'hégémonie du prolétariat imposait alors au parti la recherche d'un allié pour le prolétariat dans la révolution bourgeoise imminente. La question paysanne a revêtu un caractère encore plus urgent en 1917, lorsque la question de l'instauration et du maintien de la dictature du prolétariat a posé la question des alliés éventuels de ce dernier dans la révolution prolétarienne imminente. Il est évident, en effet, que, si l'on se dispose à prendre le pouvoir, on a intérêt à connaître les alliés sur lesquels on peut compter.

En ce sens, la question paysanne est partie de la question générale de la dictature du prolétariat et, comme telle, représente une des questions les plus importantes du léninisme.

Si les partis de la II^e Internationale n'ont que de l'indifférence ou même de l'aversion pour la question paysanne, la raison n'en est pas seulement dans les conditions spéciales de l'Occident, mais surtout dans le fait que ces partis ne croient pas à la dictature du prolétariat, redoutent la révolution et ne songent nullement à mener le prolétariat à la conquête du pouvoir. Or, si l'on ne veut pas mener les prolétaires à la bataille, il est évidemment inutile de leur chercher des alliés. La II^e Internationale considère son attitude ironique envers la question paysanne comme l'indice de

marxisme véritable. En réalité, il n'y a dans cette attitude rien de marxiste, car l'indifférence pour une question aussi importante à la veille de la révolution prolétarienne est une négation indirecte de la dictature du prolétariat, une trahison indubitable au marxisme.

Les possibilités révolutionnaires que recèle la paysannerie sont-elles déjà épuisées et sinon, y a-t-il un espoir, une raison de les exploiter pour la révolution prolétarienne, de faire de la masse rurale, qui a été pendant les révolutions d'Occident et reste encore une réserve de forces pour la bourgeoisie, un allié du prolétariat ? C'est ainsi que se pose la question.

Le léninisme y répond affirmativement. En d'autres termes, il reconnaît que, parmi la majorité de la paysannerie exploitée, il existe des capacités révolutionnaires et qu'on peut les utiliser dans l'intérêt de la révolution prolétarienne. L'histoire des trois révolutions russes confirme entièrement ses déductions sur ce point.

De là, la nécessité de soutenir les masses rurales laborieuses dans leur lutte contre leur exploitation et leur oppression. Cela ne signifie pas, certes, que le prolétariat doit soutenir tous les mouvements paysans. Il doit soutenir ceux qui facilitent directement ou indirectement le mouvement émancipateur du prolétariat, profitent à la révolution prolétarienne, contribuent à faire de la paysannerie une réserve et une alliée de la classe ouvrière.

La paysannerie pendant la révolution démocratique bourgeoise

Durant cette période, qui va de la révolution de 1905 à celle de février 1917 (inclusive), la paysannerie s'affranchit de l'influence de la bourgeoisie libérale, se détache des cadets, évolue vers le prolétariat, vers le parti bolchevik. L'histoire de cette période est l'histoire de la lutte des cadets (bourgeoisie libérale) et des bolcheviks (prolétariat) pour la conquête de la paysannerie. La période parlementaire décida de l'issue de cette lutte. Les quatre Douma furent une excellente leçon de

choses pour les paysans. Elles leur montrèrent qu'ils ne recevraient des cadets ni la terre ni la liberté, que le tsar était entièrement pour les grands propriétaires fonciers, que les cadets soutenaient le tsar, que la seule force sur laquelle ils pussent compter était représentée par les ouvriers urbains, par le prolétariat. La guerre impérialiste ne fit que confirmer les enseignements de la période parlementaire ; elle acheva de détacher la paysannerie de la bourgeoisie et d'isoler les libéraux en montrant l'impossibilité d'obtenir la paix du tsar et de ses alliés bourgeois. Sans les leçons de choses de la période parlementaire, l'hégémonie du prolétariat eût été impossible.

C'est ainsi que se constitua l'alliance des ouvriers et des paysans dans la révolution démocratique bourgeoise. C'est ainsi que s'établit l'hégémonie du prolétariat dans la lutte commune pour le renversement du tsarisme, hégémonie qui amena à la révolution de février 1917.

Les révolutions bourgeoises d'Occident (Angleterre, France, Allemagne, Autriche) avaient, on le sait, suivi une autre voie. Le rôle directeur y avait appartenu non pas au prolétariat, trop faible pour représenter une force politique indépendante, mais à la bourgeoisie libérale. Ce n'est pas par le prolétariat, peu nombreux et inorganisé, mais par la bourgeoisie, que la paysannerie avait été délivrée du joug de la féodalité. La paysannerie avait marché à l'assaut de l'ancien régime aux côtés de la bourgeoisie libérale. Elle avait été en Occident la réserve de la bourgeoisie. Par suite, la révolution avait eu pour résultat de renforcer considérablement l'importance politique de cette dernière.

En Russie, la révolution bourgeoise donna des résultats diamétralement opposés. Loin de renforcer politiquement la bourgeoisie, elle l'affaiblit et lui enleva sa réserve fondamentale, la paysannerie. Elle mit au premier plan non pas la bourgeoisie libérale, mais le prolétariat révolutionnaire autour duquel se rallia la masse rurale. Par suite, elle se transforma rapidement en révolution prolétarienne. L'hégémonie du prolétariat fut l'embryon de sa dictature.

Pourquoi la révolution russe a-t-elle suivi une voie si différente de celle des révolutions bourgeoises d'Occident ?

Parce qu'au moment où elle a éclaté en Russie la lutte de classes y était plus développée que naguère en Occident. En 1917, en effet, le prolétariat russe avait déjà réussi à se constituer en force politique indépendante, tandis que la bourgeoisie libérale effrayée par le révolutionnarisme du prolétariat avait perdu tout caractère révolutionnaire et fait bloc avec le tsar et les seigneurs terriens contre les ouvriers et les paysans.

Pour bien comprendre le caractère spécial de la révolution bourgeoise russe, il convient de tenir compte des circonstances suivantes :

a) A la veille de la révolution, l'industrie était extraordinairement concentrée. Les entreprises de plus de 500 ouvriers chacune occupaient 54 % des ouvriers, alors que dans un pays aussi développé que les Etats-Unis, elles n'en employaient que 33 %. Ce seul fait, allié à l'existence d'un parti aussi révolutionnaire que celui des bolcheviks, faisait de la classe ouvrière russe la plus grande force politique du pays.

b) Avec les formes monstrueuses de l'exploitation dans l'industrie, alliées à un régime policier intolérable, chaque grève sérieuse devenait un acte politique d'une importance immense contribuant à tremper la classe ouvrière et à en faire une force radicalement révolutionnaire.

c) Epouvantée par le révolutionnarisme du prolétariat, dépendant en outre étroitement de l'Etat qui lui fournissait des commandes, la bourgeoisie russe s'était faite depuis 1905 la servante du tsarisme.

d) Les survivances les plus odieuses du régime féodal dans la campagne, où le seigneur terrien était tout-puissant, ne pouvaient que rendre la révolution populaire parmi les paysans.

e) Compriment tout ce qu'il y avait de vivant dans la nation, le tsarisme, par son arbitraire, renforçait le joug du capitalisme et du propriétaire foncier — ce qui contribuait à fonder la lutte des ouvriers et des paysans en un torrent révolutionnaire unique.

f) Transformant toutes ces contradictions de la vie politique russe en une crise révolutionnaire, la guerre impérialiste avait donné à la révolution une impulsion formidable.

Où la paysannerie pouvait-elle chercher un appui contre l'omnipotence du propriétaire foncier, l'arbitraire du tsar, la guerre dévastatrice qui la ruinait ? Auprès de la bourgeoisie libérale ? Mais cette dernière était son ennemie — ce qu'avait prouvé éloquemment l'expérience des quatre Douma. Auprès des s.-r. ? Les s.-r., certes, valaient « mieux » que les cadets, leur programme « convenait » à peu près aux paysans ; mais que pouvaient-ils faire puisqu'ils ne s'appuyaient que sur la masse rurale et qu'ils étaient faibles dans les villes, base principale de la puissance de l'adversaire ! Où était la nouvelle force qui ne s'arrêterait devant rien, marcherait hardiment au premier rang dans la lutte contre le tsar et le seigneur terrien, aiderait la paysannerie à s'affranchir, à obtenir la terre, à sortir de la guerre ? Cette force, c'était le prolétariat qui, en 1905 déjà, avait montré sa vaillance, son esprit révolutionnaire, son aptitude à mener la lutte jusqu'au bout.

Voilà pourquoi la paysannerie, qui avait abandonné les cadets pour s'accrocher aux s.-r., comprit la nécessité de se soumettre à la direction d'un chef révolutionnaire aussi valeureux que le prolétariat russe.

Tels sont les facteurs qui ont déterminé le caractère spécial de la révolution bourgeoise russe.

La paysannerie pendant la révolution prolétarienne

Cette période est relativement courte (février-octobre 1917), mais, au point de vue de la formation politique des masses, les huit mois qu'elle englobe équivalent à des dizaines d'années ordinaires, car ce sont huit mois de révolution. De plus en plus, la paysannerie perd confiance dans les s.-r. et se détache de ces derniers pour se rapprocher du prolétariat, qui lui apparaît comme la seule force révolutionnaire véritable capable de donner la paix au pays. L'histoire de cette période est l'histoire de la lutte des s.-r. (démocratie petite-bourgeoise) et des bolcheviks (démocratie prolétarienne) pour la conquête de la majorité des paysans. Gouvernement de coalition, ministère Kerensky, refus des s.-r. et des mencheviks de confisquer la terre des grands propriétaires, efforts des socialistes pour continuer la guerre, offensive de juin sur le front autrichien, rétablissement de la peine de mort pour les soldats, insurrection de Kornilov, tels furent les facteurs qui décidèrent de l'issue de cette lutte.

La question fondamentale, durant la période précédente, avait été celle du renversement de l'autocratie et du pouvoir des seigneurs terriens. Mais après la révolution de février, le tsar étant dé-

trôné, la liquidation de la guerre, qui minait les forces vives du pays et ruinait les paysans, devenait la tâche essentielle de la révolution. Le centre de gravité n'était plus dans les questions d'ordre intérieur, mais dans la question de la guerre. « Terminons la guerre » : tel était le cri général du pays épuisé et principalement de la masse rurale.

Mais pour sortir de la guerre, il fallait abattre le Gouvernement Provisoire, terrasser les s.-r. et les mencheviks, car c'étaient eux qui voulaient continuer la guerre jusqu'à « la victoire finale ». Pratiquement, l'unique moyen de terminer la guerre était de renverser la bourgeoisie.

Ce fut l'œuvre de la révolution prolétarienne qui enleva le pouvoir à la dernière réserve de la bourgeoisie impérialiste, à sa fraction d'extrême-gauche, les s.-r. et les mencheviks, pour le donner au parti du prolétariat révolutionnaire, opposé à la guerre impérialiste. La majorité des paysans soutint la lutte des ouvriers pour la paix et le pouvoir soviétique.

Ainsi donc, le régime Kérensky fut une excellente leçon de choses pour les masses laborieuses des campagnes, car il montra que les s.-r. et les mencheviks au pouvoir ne donneraient ni la paix au pays, ni la terre ni la liberté au paysan, qu'ils ne se distinguaient des cadets que par leurs discours doucereux et leurs promesses trompeuses, qu'en réalité, ils poursuivaient la même politique impérialiste, que le seul pouvoir capable de tirer la Russie de l'impasse était le pouvoir des Soviets. La prolongation de la guerre ne fit que confirmer la justesse de cette leçon ; elle accéléra la révolution et poussa les masses rurales et les soldats à *faire bloc* avec le prolétariat. L'isolement des s.-r. et des mencheviks devint un fait incontestable. Sans l'expérience de la période de coalition, la dictature du prolétariat eût été impossible.

Tels sont les facteurs qui ont facilité la transformation de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne.

La paysannerie après la consolidation du pouvoir soviétique

Après le renversement du tsarisme, suivi bientôt du renversement de la bourgeoisie et de la liquidation de la guerre impérialiste, le pouvoir soviétique a eu à soutenir une longue guerre civile, dont il est sorti victorieux et considérablement affermi. Les questions de l'organisation économique sont alors venues au premier plan. Accroître le rendement de l'industrie nationalisée ; la relier à cet effet avec l'économie paysanne par le commerce régularisé par l'Etat ; remplacer la réquisition des produits alimentaires par l'impôt en nature ; diminuer progressivement ce dernier de façon à réaliser l'échange équitable des produits industriels contre les produits agricoles ; intensifier le commerce et développer la coopération en y faisant participer la masse rurale : telles sont les mesures d'organisation économique préconisées par Lénine pour la pose des fondements de l'économie socialiste.

Mais cette tâche est-elle réalisable dans un pays rural comme la Russie ? Les sceptiques le nient, déclarant que la paysannerie se compose de petits producteurs et par suite ne peut être utilisée pour l'organisation des bases de la production socialiste.

Mais ils se trompent, car ils négligent certains facteurs d'une importance capitale en l'occurrence.

En effet, on ne saurait assimiler la paysannerie de l'Union des Républiques soviétiques à la paysannerie d'Occident. Une paysannerie qui a traversé trois Révolutions, qui a lutté contre le tsar et le pouvoir de la bourgeoisie avec le prolétariat et sous la direction de ce dernier, qui a reçu la terre et la paix grâce à la révolution prolétarienne et est devenue par suite un auxiliaire fidèle du prolétariat, est forcément différente d'une paysannerie qui a lutté pendant la révolution bourgeoise sous la direction de la bourgeoisie libérale, qui a reçu la terre des mains de cette bourgeoisie et est devenue par suite son appui. Redevable de sa liberté à son alliance politique avec le prolétariat qui l'a soutenue de toutes ses forces, la paysannerie russe ne peut pas ne pas comprendre qu'il est également de son intérêt de collaborer étroitement avec ce dernier dans le domaine économique.

Engels disait que « la conquête du pouvoir politique par le parti socialiste était l'œuvre de l'avenir prochain », qu'à cet effet « le parti devait aller de la ville au village et devenir fort dans la campagne ».

Les communistes russes ont suivi ce précepte : durant trois révolutions, ils n'ont cessé de travailler la campagne où ils disposent maintenant d'une influence à laquelle nos camarades d'Occident n'osent même pas songer. Comment nier que ce fait est de nature à faciliter considérablement la collaboration économique des ouvriers et des paysans russes ?

Nos sceptiques affirment que l'existence du petit propriétaire rural représente un facteur incompatible avec l'organisation socialiste. Mais voyez ce que dit Engels à ce propos :

« Nous sommes résolument pour le petit paysan.

« Nous ferons tout notre possible pour lui rendre la vie plus tolérable, pour lui faciliter l'association s'il le désire. Au cas où il ne s'y décidera pas, nous lui donnerons le temps d'y réfléchir sur son lopin de terre. Nous agirons ainsi non seulement parce que nous considérons que le petit paysan autonome peut parfaitement se ranger de notre côté, mais aussi parce que c'est l'intérêt direct du parti. Plus nombreux seront les paysans que nous laisseront se prolétarianiser et que nous attirerons à nous lorsqu'ils sont encore des paysans et plus la transformation sociale sera rapide et facile. Pour cette transformation il est inutile d'attendre le moment où la production capitaliste se sera développée partout jusqu'à ses extrêmes limites, où le dernier artisan et le dernier petit paysan tomberont victimes de la grande production capitaliste. Les sacrifices matériels que, dans l'intérêt des paysans, la société aura à supporter peuvent, du point de vue de l'économie capitaliste, paraître un gaspillage d'argent ; pourtant, c'est un excellent emploi du capital parce que cela économisera une somme peut-être dix fois supérieure dans les dépenses nécessaires à la transformation de la société tout entière. C'est pourquoi, dans ce sens, nous ne pouvons être très généreux pour les paysans. » (*La question paysanne.*)

Voilà ce que disait Engels au sujet de la paysannerie d'Occident. Mais n'est-il pas clair que cela ne peut être réalisé nulle part aussi facilement et aussi complètement que dans les pays de

dictature du prolétariat ? N'est-il pas évident que c'est uniquement en Russie soviétique que le « petit paysan autonome » peut passer peu à peu de notre côté, que « les sacrifices matériels » nécessaires peuvent être faits, que « la générosité envers les paysans » est possible, que ces mesures en faveur des paysans et d'autres analogues sont déjà appliquées en Russie ? Comment nier que cette circonstance à son tour soit de nature à faciliter et à faire progresser l'organisation économique au pays des Soviets ?

En second lieu l'économie rurale russe ne saurait être assimilée à l'économie rurale d'Occident. Cette dernière se développe dans la ligne du capitalisme, amenant par suite la formation de domaines immenses, parallèlement à des parcelles infimes, et une différenciation profonde de la paysannerie (grands propriétaires terriens, petits cultivateurs, journaliers agricoles). Il n'en est pas de même en Russie. Dans son évolution, l'économie rurale ne peut y suivre cette voie, par le simple fait de l'existence du pouvoir soviétique et de la nationalisation des principaux instruments et moyens de production. Elle se développera par l'adhésion de la petite et de la moyenne paysannerie à la coopération que soutiendra l'Etat en lui octroyant des crédits à des conditions favorables. Dans ses articles sur la coopération, Lénine a indiqué avec justesse que cette dernière devait désormais suivre une nouvelle voie : qu'il fallait par son intermédiaire attirer la majorité des paysans à l'œuvre de l'organisation socialiste, inculquer graduellement à la population rurale les principes du collectivisme tout d'abord dans le domaine de la vente, puis dans celui de la production des produits agricoles.

L'action de la coopération agricole est sous ce rapport extrêmement intéressante. Il s'est formé au sein du *Selskossouyous* de nouvelles grandes organisations pour les différentes branches de l'économie rurale : lin, pommes de terre, beurre, etc. Parmi ces organisations qui ont le plus grand avenir, la Coopération Centrale du Lin, par exemple, englobe tout un réseau de sociétés de producteurs de lin. Fournissant aux paysans des graines et des instruments, elle leur achète ensuite toute leur production linière, qu'elle écoule en gros sur le marché, leur assure une participation aux profits et relie ainsi l'économie paysanne par le *Selskossouyous* à l'industrie étatique. Cette forme d'organisation de la production est un des nombreux indices de la voie dans laquelle se développera l'économie rurale en Russie.

Il est évident que la paysannerie s'engagera volontiers dans cette voie, qui la garantira de la restauration de la grande propriété foncière, de l'esclavage salarié, de la misère et de la ruine

Voici ce que dit Lénine du rôle de la coopération :

Possession par l'Etat des principaux instruments de production, possession du pouvoir politique par le prolétariat, alliance de ce prolétariat avec la masse immense des petits paysans qu'il dirige, n'est-ce pas là tout ce qu'il nous faut pour pouvoir, avec la seule coopération (que nous traitions auparavant de mercantile et que nous avons maintenant jusqu'à un certain point le droit de traiter ainsi sous la Nep), procéder à la construction pratique de la société socialiste ? Ce n'est pas là encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour cette construction. » (*De la Coopération.*)

Parlant ensuite de la nécessité de soutenir la coopération par une aide financière et autre, préconisant la coopération comme « nouveau principe de l'organisation de la population » et nouveau « régime social » sous la dictature du prolétariat, Lénine déclare :

Chaque régime social ne surgit qu'avec l'aide financière d'une classe déterminée. Inutile de rappeler les centaines de millions de roubles qu'a coûtés la naissance du capitalisme « libre ». Maintenant, nous devons comprendre que le régime social que nous devons soutenir plus que tout est le régime coopératif. Mais il faut le soutenir au sens véritable du mot ; en d'autres termes, il ne s'agit pas de soutenir un mode quelconque de coopération ; il s'agit de soutenir une coopération à laquelle participe effectivement la masse de la population. (*De la Coopération.*)

Que montrent tous ces faits ?

Que les sceptiques ont tort.

Que le léninisme a raison de considérer les masses paysannes laborieuses comme la réserve du prolétariat.

Que le prolétariat au pouvoir peut et doit utiliser cette réserve pour souder l'industrie à l'économie rurale et poser solidement les fondations de l'économie socialiste.

STALINE.

(A suivre.)

ASPECTS DE L'HEROISME PROLETARIEN. — *L'héroïsme du travail d'organisation, persévérant et opiniâtre, d'un Etat entier est infiniment plus difficile, mais aussi infiniment plus haut que celui de l'insurrection. La force des partis ouvriers fut toujours de regarder bien en face, hardiment, ouvertement, le danger, de ne pas craindre de le reconnaître, de peser avec lucidité quelles forces sont celles de la classe ouvrière et quelles autres celles des exploités. La révolution va de l'avant, se développe, grandit. Les tâches qu'elle nous imposent grandissent aussi.*

N. LENINE, 22 mai 1918.

LES FAIBLES SONT PRIS DE VERTIGE. — *L'histoire de l'humanité franchit de nos jours un des tournants les plus grands et les plus difficiles, dont l'importance est, peut-on dire, sans la moindre exagération, celle de la libération du monde. De la guerre à la paix ; de la guerre entre les forbans qui poussaient des millions d'exploités et de travailleurs à la tuerie pour instituer un nouveau partage du butin accumulé par les forbans les plus forts, à la guerre des opprimés contre les oppresseurs, pour la libération du joug capitaliste ; d'un abîme de souffrance, de faim, de sauvagerie, au clair avenir de la société communiste ; de l'aisance pour tous, de la paix durable ; rien d'étonnant à ce qu'aux tournants les plus brusqués de ce revirement si profond, tandis que le vieux monde s'effondre dans un immense fracas, tandis que naît dans d'indescriptibles souffrances un monde nouveau, la tête tourne à quelques-uns, le désespoir s'empare de quelques-uns, quelques-uns cherchent à fuir à l'abri de belles phrases séduisantes, l'emprise d'une réalité parfois trop amère.*

N. LENINE, 11 mars 1918.

Les Débats du XIII^e Congrès du P. C. R.

DISCOURS DE TROTSKY

(24 mai 1924)

L'orateur est accueilli par une tempête d'applaudissements.

Le fait marquant de l'année

Camarades, je n'aborderai qu'un nombre restreint d'entre les questions qui ont été développées ou touchées dans les rapports du C. C. Je concentrerai, ou je tâcherai de concentrer votre attention sur la question que le Congrès s'attend à me voir mettre en lumière et je commencerai, dans l'espoir que le Congrès comprendra les motifs qui me guident, par écarter tout ce qui pourrait introduire des facteurs personnels dans la discussion et rendre plus difficile la liquidation des difficultés qui ont surgi devant le Parti et dont nous voulons le tirer. Si donc je m'abstiens de toucher du doigt un certain nombre de questions aiguës auxquelles, ces derniers temps, mon nom s'est trouvé lié, ce n'est pas que je veuille biaiser ; je suis prêt, au contraire, à répondre à n'importe quelle question qui me serait posée par le Congrès, mais je veux essayer de faire ressortir le fond même du débat en le débarrassant de tout ce qui est d'ordre personnel.

Les générations dans le Parti

La jeune génération ne peut et, heureusement, ne doit pas répéter l'histoire de ses aînés. La vieille génération a trouvé sa route par d'autres sentiers, dans d'autres conditions, dans les conditions du capitalisme bourgeois, sous le joug d'airain du tsarisme. Les aînés ont garanti à la jeune génération la possibilité d'aller de l'avant dans d'autres conditions, tout à fait différentes qualitativement. Et, maintenant, il s'agit de fournir ou plutôt d'assurer à la jeune génération la possibilité de choisir de nouveaux sentiers, de nouveaux chemins, correspondant à la nature de l'Etat ouvrier et aux nouvelles circonstances, pour s'engager dans la même voie du bolchevisme, du communisme, du léninisme.

Si nous nous demandons quel est le régime intérieur dont nous parlons, et ce que nous entendons par régime de démocratie intérieure, je vous dirai de prime abord, camarades, bien que cela puisse paraître à peu près superflu au Congrès de notre Parti, qu'il serait bien extraordinaire de trouver dans notre Parti dix membres tant soit peu versés dans le communisme, dans le marxisme, dans le bolchevisme, qui veuillent aborder la question de la démocratie intérieure du Parti en se plaçant sous l'angle visuel de la pure formalité, sous l'angle visuel de la statistique de la démocratie et des principes formels du parlementarisme appliqués à la vie du Parti.

Notre Histoire est trop longue et, en particulier, trop longue est notre lutte contre les falsifications politiques, contre la démocratie de pacotille, si chère aux mencheviks, si utile, comme dernier refuge, à l'impérialisme, pour que nous puissions aborder les questions de démocratie d'un point de vue formel.

Quel sera donc notre point de vue ? Il s'agit de préserver le Parti contre des phénomènes tels que la bureaucratisation de notre appareil de Parti et le danger de notre isolement des masses. Voilà le critérium. Et si je voulais essayer de donner une définition de la démocratie intérieure du Parti, appliquée à la conjoncture actuelle de notre Parti, je dirais : la démocratie interne du Parti est un régime qui, d'une part, assure la direction idéologique, politique et organisatrice de la vieille génération illégale et expérimentée des bolcheviks ; car si cette direction n'est pas garantie (des enfants en bas âge, seuls, ne le comprendraient pas), le Parti sera, dans les conditions données, impuissant à diriger l'Etat et le mouvement ouvrier international parmi les difficultés et les courants contraires ; un régime, dis-je, qui, assurant le rôle directeur à la génération des aînés, garantit d'autre part, à la génération cadette, le débouché sur la grande route du léninisme, non par la voie livresque, qui ne peut y mener, mais par celle d'une participation active, personnelle, énergique, à la vie politique du Parti et du pays. C'est la combinaison de ces deux éléments qui doit être garantie par le régime de la démocratie intérieure. Rompre cette combinaison et cet équilibre indispensable, menace de bureaucratiser l'appareil du Parti et de détacher le Parti des masses. Telle est, à mon avis, le fond de la question. Et si l'on me demande si nous possédions cet équilibre indispensable, je me croirais une fois de plus en droit de m'en rapporter à la constatation par le Comité Central lui-même de sa rupture, précisément entre les 12^e et 13^e Congrès.

Fractions et Groupements

A cette question, la discussion du Parti a rattaché celle des fractions et des groupements à l'intérieur du Parti. Et à cet égard, camarades, j'estime indispensable de rappeler la position prise par le C. C. dans sa résolution du 5 décembre. Il y est dit que la démocratie interne ne suppose en aucune façon la liberté de groupements fractionnels, extrêmement dangereux pour un Parti au pouvoir, car ils menacent toujours de dédoublement ou, de disjonction le gouvernement et l'ensemble de l'organisme administratif. J'estime cette vérité aussi indiscutable qu'indiscutée. Nous avons tous été d'accord pour nous reporter à la résolution du 10^e Congrès, où la définition des fractions et groupements et du danger qui en découle pour l'Etat avait été rédigée de la main de Vladimir Ilitch.

On a dit que j'avais été enclin à admettre les groupements. Cela est faux, camarades. J'ai eu, il est vrai, le grand tort de tomber malade au moment critique de la discussion du Parti, et il m'a été impossible de venir au moment opportun démentir cette assertion et bien d'autres encore. Nulle part, et jamais, je n'ai ni pensé ni déclaré à personne estimer les fractions inadmissibles, mais admissibles les groupements. Bien au contraire, chaque fois que j'ai eu l'occasion de parler sur ce sujet, je n'ai pas manqué de constater qu'il était impossible d'établir des lignes de démarcation entre fractions et groupements. Je suis à même de le prouver. Pour l'instant, je ne veux pas

abuser de l'attention du Congrès. J'estime que, politiquement parlant, il suffit de dire, puisqu'il ne s'agit que de déclarations, que je n'ai jamais reconnu ni ne reconnais la liberté de groupement au sein du Parti, car « groupement » n'est, dans les conditions historiques actuelles, qu'une appellation nouvelle de la fraction.

Mais, camarades, à côté de cela je dois vous rappeler une autre partie de la résolution du Comité Central à ce même sujet des fractions et des groupements.

Il y est dit : « Seule une vie idéologique intense peut conserver le Parti tel qu'il s'est formé avant et pendant la Révolution, c'est-à-dire, en ne cessant de critiquer son passé, de réparer ses fautes et de discuter collectivement les questions principales. Ce sont les seules méthodes de travail capables de nous garantir effectivement contre toute éventualité de transformation des dissensions épisodiques (c'est-à-dire temporaires et fortuites) en groupements fractionnels comportant toutes les conséquences indiquées plus haut. » Et plus loin : « Pour prévenir ces éventualités, il faut que les organes directeurs du Parti prêtent l'oreille à la voix de la masse des membres, ne considèrent pas toute critique comme une manifestation de l'esprit de fraction et ne poussent pas ainsi les militants loyaux à se renfermer dans d'étroites fractions. »

C'est là une partie intégrante de la même résolution du Comité Central, et je suppose que nous ne sommes ni autorisés, ni fondés à la supprimer, soit de notre mémoire, soit de l'Histoire du Parti. Si nous nous demandons pourquoi le Comité Central a trouvé bon de dire que la seule prohibition, obligatoire naturellement, pour tous et pour chacun, des fractions et groupements ne suffit pas à trancher la question et suppose une orientation du Parti telle que nous soyons prémunis contre la bureaucratisation de son appareil et contre le danger qui y est contenu de notre isolement des masses, si nous nous demandons pourquoi le Comité Central a estimé nécessaire d'inclure dans sa résolution cette stipulation d'une si haute importance, la réponse sera telle que je l'ai donnée plus haut. En d'autres termes, c'est précisément la bureaucratisation de l'appareil du Parti qui, enregistrée, constitue une des causes pour lesquelles, comme il est dit dans la résolution, des dissensions fortuites, épisodiques, temporaires, peuvent faire naître des groupements, germes de fraction.

Le plan

Outre le régime intérieur du Parti, il y avait sur le tapis le régime économique du plan. Nous avons vu la position du Comité Central, dans sa résolution du 5 décembre, à l'égard du premier problème. Qu'il me soit permis de rappeler les conclusions formulées dans la même résolution du C. C. concernant le régime économique :

Après avoir dessiné les conditions économiques existantes, la résolution du 5 décembre dit : « De tout cela, le Parti doit tirer cette conclusion que la résurrection ultérieure de l'économie ne sera utile à l'édification *socialiste* que lorsque nous aurons appris à harmoniser les éléments de l'économie étatique dans leur connexion constante aussi bien entre eux qu'avec le marché. » Et, plus loin : « De là l'importance exclusive de la Commission du Plan d'Etat, quartier général économique de l'Etat socialiste, et de toutes les organisations locales économiques du plan. Il faut à tout prix leur assurer en fait la place qui leur est indiquée dans la résolution du 12^e Congrès. »

Absent de Moscou, j'ai lu dans les journaux, lors de mon séjour à Soukhoum, le discours prononcé par Kamenev à la première séance du nouveau Conseil du Travail et de la Défense (S.T.O.), en date du 8 février. Il y disait : « Nous risquons de faire quantité de fautes si nous ne nous assignons pas pour but de relier par un plan unique toute notre économie nationale. Cette liaison a toujours été l'objectif du S. T. O., mais elle concernait surtout l'aplanissement des divergences administratives dans les services du S. T. O. et même en son sein. J'estime que cela *doit être modifié* et qu'à l'avenir, la liaison des diverses branches d'économie doit, au lieu d'être le résultat du choc des diverses administrations, découler d'un plan économique pesé à l'avance, ne serait-ce que dans ses grandes lignes. »

Ici encore, camarades, nous trouvons notée la nécessité de modifier notre politique dans l'un des problèmes essentiels, dans celui de coordination de tout notre travail. Et cela était dit non pas avant, mais après la discussion.

Il s'agit donc non pas d'un plan abstrait, universel, non pas du plan isolé de l'électrification, si gigantesque d'ailleurs que puisse être son avenir ; il s'agit d'un plan quotidien, d'un plan de manœuvres consistant, comme dit la résolution du 12^e Congrès, dans la coordination ou la connexion de tous les éléments constitutifs de notre économie, dans leur adaptation mutuelle pour que, sans faute, sans à-coups, sans douleur, ils s'harmonisent isolément et tous ensemble avec notre marché, c'est-à-dire principalement avec le marché paysan.

Peut-il être question de déformations petites-bourgeoises ?

Si nous parlons d'exagérations dans le domaine de la démocratie interne, n'est-ce pas là une réaction contre les exagérations de la bureaucratie du régime interne, exagérations très catégoriquement constatées par la résolution du Comité Central, et grosses, selon lui, du danger de séparer le Parti des masses ?

Les exagérations concernant la démocratie du régime interne du Parti peuvent certainement, dans des conditions historiques concrètes, servir de canal à l'insinuation d'une influence petite-bourgeoise. Certes, chaque exagération, chaque erreur, dans n'importe quel domaine, peut canaliser l'influence des autres classes, car nous vivons, comme parti, non dans le vide stérile, mais sous la pression d'autres forces intérieures et extérieures. C'est pour nous une vérité élémentaire, je le répète, que potentiellement, virtuellement, en perspective, chaque exagération présente un canal pour les influences de classes étrangères. Mais je demande, si, par contre, la bureaucratisation constatée dans le Parti par le Comité Central lui-même est un phénomène d'ordre technique ou bien d'ordre social ?

J'affirme que la bureaucratisation de l'appareil découle de causes sociales profondes, que la source principale de la bureaucratisation est le mécanisme étatique où les frottements et les conciliations de classe voisinent avec l'absence de culture des larges masses laborieuses et de la classe ouvrière elle-même. Or, comme notre Parti régit l'Etat, pour lui la source des influences bureaucratiques, la source la plus proche, immédiate, c'est le mécanisme de l'Etat. Et s'il en est ainsi la bureaucratisation constitue non une question de technique administrative, mais une question sociale, tout à fait à l'instar des exagérations rela-

tives à la démocratie formelle : ce sont des phénomènes d'un même ordre.

Par conséquent, si l'on nous dit que des évaluations exagérées et une façon formelle de poser la question de la démocratie peuvent ouvrir l'accès de l'influence petite-bourgeoise dans notre Parti, ce qui, théoriquement parlant, est très juste, il ne sera pas moins exact de dire que la bureaucratization de l'appareil du Parti est un canal tout aussi propice aux influences petites-bourgeoises et présente même un danger plus essentiel et plus immédiat. Contre ce danger essentiel et immédiat le Parti a réagi particulièrement vite et ce n'est pas une raison pour lui imputer une déviation petite-bourgeoise.

Il en est de même, camarades, et dans une plus large mesure encore, pour le plan. Y en a-t-il parmi nous qui sont coupables d'avoir surestimé le régime de plan ? Nous pouvons tranquillement vider ce litige dans les livres, et sans doute aurons-nous maint livre à consacrer à l'analyse de notre développement économique. Mais le Comité Central, dans l'intervalle entre le XII^e et le XIII^e Congrès, a signalé que le Parti, en la personne de son appareil directeur, ne mettait pas toute l'énergie nécessaire à réaliser l'unité du plan économique ; et cela, j'estime qu'à présent c'est un fait établi.

Les fautes

Nous tenons notre XIII^e Congrès dans une conjoncture nouvelle, et cette nouvelle conjoncture est créée par les recrues de Lénine qui modifient dans le sens de la prolétarianisation la composition sociale du Parti. Le problème de la démocratie interne du Parti est-il modifié ou supprimé ?

Il n'est ni modifié, ni supprimé.

Examinons la question à la lumière de la démocratie dans l'Etat. Comme on le sait, dans les pays parlementaires la démocratie d'Etat commence par décider quel doit être le parti dirigeant. De ce côté, si nous comparons ce qui est arrivé chez nous : cette « promotion », de Lénine, avec les élections qui se sont déroulées ces derniers mois dans un certain nombre de pays parlementaires, nous serons pleinement en droit de dire, ce que personnellement j'ai déjà dit bien des fois : la méthode démocratique qui a trouvé son expression chez nous lorsque la classe ouvrière à une de ses étapes données, ayant dressé gauchement et massivement le bilan de l'activité du Parti pendant de longues années, a fait la courte échelle à deux cent, trois cent mille ouvriers pour les élever à la hauteur du Parti, est incommensurablement, infiniment supérieure à celle des démocraties dans lesquelles le peuple est formellement obligé une fois tous les quatre ans, sous la dictature de la presse bourgeoise, sous la dictature de classe de la bourgeoisie, à déposer dans l'urne ses bulletins de vote. Cela est évident, indiscutable. Mais cet avantage, qui est celui de la dictature prolétarienne et du régime soviétiste n'écarte pas de l'ordre du jour la question de l'orientation interne du Parti. Si nous voulons apprécier la conjoncture en réalistes, nous dirons que cet appoint colossal reçu par le Parti, ce puissant bond en avant, est le produit du travail fourni par le Parti durant de nombreuses et longues années.

Cependant, le Comité Central, tout en constatant, fort justement, que les masses prolétariennes avaient plus qu'avant confiance dans le Parti, mettait en décembre ses propres membres et l'en-

semble du Parti en garde contre l'apparition, au sein de l'organisme intérieur, de faits susceptibles d'entraver cet accroissement d'influence, et même présentant le danger potentiel d'isoler le Parti des masses. C'est pourquoi les recrues de Lénine laissent ouverte la question de l'orientation interne. Je pense même que leur appoint rend pour nous la question d'autant plus importante et pressante qu'ici nous nous trouvons de nouveau acculés au problème des rapports réciproques de la vieille génération du Parti, instruite, expérimentée et endurcie, avec la nombreuse jeunesse qui s'encadre aujourd'hui. Il nous faut à présent déclarer, avec une force et une insistance toute particulière, que si les faits signalés dans la résolution du 5 décembre avaient continué à se développer, ils auraient constitué un danger pour les deux groupes fondamentaux du Parti, pour la génération directrice et pour la jeune levée. Les avertissements donnés par le Comité Central le 5 décembre ne prennent un sens déterminé qu'éclairés à cette lumière.

On n'a jamais raison contre le Parti

Camarades, personne d'entre nous ne veut ni ne peut avoir raison contre son Parti. Le Parti, tout compte fait, a toujours raison, par ce que le Parti est l'unique instrument donné par l'Histoire au prolétariat pour lui permettre d'atteindre ses objectifs principaux. J'ai déjà dit qu'à la face du Parti rien n'était plus facile que de déclarer : toute cette critique, toutes ces déclarations, ces avertissements et ces protestations n'ont été d'un bout à l'autre qu'une erreur.

Cependant, camarades, je ne puis pas le dire car je pense différemment. Je sais qu'il est impossible d'avoir raison contre son Parti. *On ne peut avoir raison qu'avec le Parti et par son intermédiaire, car l'Histoire n'a donné aucun autre moyen d'avoir raison effectivement.* Les Anglais ont un proverbe : *Qu'il ait raison ou non, c'est mon pays.* Nous sommes, nous, bien plus fondés historiquement à dire : qu'il ait ou non raison — dans les diverses questions concrètes, aux divers moments — c'est mon parti.

Et si certains camarades trouvent que j'ai eu tort de faire ici telle ou telle allusion, d'avoir exprimé selon l'opinion de quelques-uns telle ou telle appréhension, moi, de mon côté, j'estime n'avoir fait autre chose que de remplir mon devoir de membre du Parti en avertissant mon Parti des dangers qui me semblaient se présenter.

Des difficultés énormes sont encore sur notre route, camarades, et j'espère que pour les surmonter nous marcherons tous, coude à coude, en soldats disciplinés du bolchevisme.

Il se peut qu'un certain nombre d'erreurs aient été commises, et je suis prêt, tout comme les autres, à rendre compte des miennes. Mais, camarades, ces erreurs, personne n'a le droit de les interpréter de façon à voir en elles des tentatives directes ou indirectes tendant à compromettre l'unité, la cohésion et la discipline de notre Parti. (*Applaudissements.*)

Non seulement les militants isolés du Parti, mais le Parti lui-même est capable d'erreurs. Telles, par exemple, certaines décisions de la dernière Conférence qui, d'après moi, sont partiellement erronées. Mais quelles que soient les décisions, même erronées, du Parti, elles ne peuvent ébranler en rien notre absolu dévouement à la cause du Parti et la résolution de chacun de nous de se conformer en toutes circonstances à la disci-

plaine du Parti. Et si le Parti prend une décision que tel ou tel d'entre nous estime erronée, on se dit : dans l'erreur ou non c'est mon Parti, et je supporterai jusqu'au bout les conséquences de sa volonté. (*Applaudissements.*)

RÉPLIQUE DE STALINE

(Séance du matin du 27 mai)

Divergences à l'intérieur du Parti

Dans mon compte rendu je n'avais pas fait allusion à nos divergences intérieures, parce que je ne voulais pas rouvrir des blessures qui semblaient déjà cicatrisées. Mais puisque les camarades Trotsky et Préobrajensky ont soulevé ces questions, en commettant d'ailleurs une série d'inexactitudes, et nous ont lancé un défi, le silence est impossible.

Les quatre points de la plateforme de l'opposition dans la deuxième période

Qui a eu raison sur les différents points de la plateforme de l'opposition après le 5 décembre ? Qui a eu raison sur les quatre points nouveaux, soulevés dans les lettres du camarade Trotsky ?

Première question : les cadres dégénèrent. Nous avons tous réclamé et réclamons toujours les faits, susceptibles de prouver cette dégénérescence des cadres. Mais on ne nous les a pas apportés et on ne peut pas nous apporter, parce qu'ils n'existent pas en réalité. Si l'on regarde les choses de plus près, on constate qu'il n'y avait pas de dégénérescence chez nous, mais que chez certains chefs de l'opposition il se manifestait incontestablement une tendance petite-bourgeoise. Qui se trouva être dans le vrai ? Il semble bien que ce ne soit pas l'opposition.

Deuxième question : la jeunesse des écoles serait, dit-on, un baromètre très exact. Qui a encore raison sur ce point ? De nouveau il semble bien que ce ne soit pas l'opposition. Si nous considérons l'augmentation des effectifs de notre Parti pendant cette période, l'affiliation de 200.000 nouveaux membres, il est évident qu'il ne faut pas chercher notre baromètre parmi la jeunesse des écoles, mais dans les rangs du prolétariat, et que le Parti ne doit pas s'orienter du côté de la jeunesse des écoles, mais du côté de son noyau prolétarien. 200.000 membres nouveaux dans le Parti : voilà le véritable baromètre. Là encore, l'opposition s'est trouvée dans son tort.

Troisième question : mesures répressives et attaques contre l'appareil du Parti. Qui a eu raison ? Sûrement ce ne fut pas l'opposition. Elle déploya le drapeau de l'offensive contre l'appareil et fut ensuite obligée de se retrancher sur la défensive. Vous avez tous été témoins de sa retraite en désordre au cours de laquelle elle chercha toutes sortes de faux fuyants.

Quatrième question concernant les fractions et les groupements. Le camarade Trotsky a déclaré qu'il était résolument adversaire des groupements. C'est fort bien. Mais s'il est nécessaire de faire appel à l'histoire, permettez-nous de rétablir certains faits. Il y a eu chez nous une sous-commission du C.C. du Parti pour l'élaboration de la résolution du 5 décembre. Cette sous-commission comprenait trois membres : Trotsky, Kaménev, Staline. Avez-vous remarqué que dans cette résolution du 5 décembre la phrase sur les groupements a été omise ? Il y est question de l'inter-

diction des fractions, mais on n'y trouve pas un mot de l'interdiction des groupements, on y trouve une allusion à une décision bien connue du X^e Congrès sur l'unité du Parti. Comment expliquer cette particularité ? Par le hasard ? Il n'y a rien ici de fortuit. Le camarade Kaménev et moi nous avons posé catégoriquement la question de l'interdiction des groupements. Le camarade Trotsky nous a objecté un véritable ultimatum aux termes duquel il repoussait la résolution si elle comprenait cette interdiction. Nous nous sommes alors bornés à nous référer à la résolution du X^e Congrès, que probablement le camarade Trotsky n'avait pas lue et où il était question non seulement de l'interdiction des fractions, mais aussi de l'interdiction des groupements. (*Rires, applaudissements.*)

Le camarade Trotsky était alors le partisan de la liberté de groupement. Il a fait ici l'éloge de la résolution du 5 décembre. Dans sa lettre au Comité Central du P.C.R., quatre jours après l'adoption de la résolution sur la construction du Parti, c'est-à-dire le 9 décembre, le camarade Trotsky écrivait : « Je suis particulièrement alarmé de la position purement formelle adoptée par les membres du bureau politique dans la question des groupements et des fractions. » Ainsi après avoir loué cette résolution, il éprouve une certaine inquiétude du fait de l'attitude du bureau politique dans les questions des fractions et des groupements. C'est donc qu'alors il n'était pas partisan de l'interdiction des groupements ? Et, en effet, le camarade Trotsky était pour la formation et la liberté de groupement. Qui ne se rappelle aussi une résolution bien connue du camarade Préobrajensky à Moscou, demandant que fût précisée, dans le sens de la levée de certaines interdictions, la question des fractions, décidée au X^e Congrès du Parti ? Tous à Moscou s'en souviennent. Qui ne se rappelle également que le camarade Préobrajensky exigeait dans ses articles le rétablissement dans le Parti des coutumes qui existaient au moment du traité de Brest ? Or, nous savons que le Parti avait été alors obligé d'admettre l'existence des fractions. C'est là un fait bien connu. Qui ne se rappelle qu'à la Conférence Panrusse, à la XII^e Conférence, au moment où je proposais de rappeler à la mémoire des membres du Parti le cinquième point de la résolution sur l'unité et sur l'interdiction des groupements, les membres de l'opposition exigèrent avec une violence inouïe que ce point ne soit pas soulevé ! Par conséquent, l'opposition dans cette question était complètement pour la liberté des groupements, croyant qu'elle arriverait à endormir la vigilance du Parti, en déclarant qu'elle ne réclamait pas la liberté des fractions, mais la liberté des groupements. Lorsqu'aujourd'hui les membres de l'opposition viennent nous déclarer qu'ils sont contre les groupements, c'est fort bien. Mais je ne puis voir dans leur déclaration un progrès, mais bien plutôt une retraite en désordre.

Erreurs de principe de l'opposition dans les questions d'organisation du Parti

Après cette digression historique, permettez-moi, camarades, de dire quelques mots de certaines erreurs de principe, commises ici par les camarades Trotsky et Préobrajensky dans les questions d'organisation du Parti.

Le camarade Trotsky a dit que l'essence de la démocratie se ramenait à la question des générations. C'est là une erreur de principe. La question des générations est secondaire. Les chiffres

empruntés à la vie de notre Parti montrent que la jeune génération est absorbée peu à peu dans les cadres, que ceux-ci s'élargissent, en faisant appel à la jeunesse. Le Parti a toujours été de cet avis et le restera toujours. Seul, celui qui considère les cadres comme un organisme fermé, comme une classe privilégiée n'admettant pas dans son sein de membres nouveaux, qui veut creuser un abîme entre les cadres et les jeunes membres du Parti, peut lier la question du démocratisme à la question des générations du Parti. L'essence de la démocratie ne se ramène pas à la question des générations, mais à la question de l'initiative, de la participation active des membres du Parti dans la direction du Parti. C'est la seule façon de poser la question de la démocratie, s'il s'agit, naturellement non pas d'un parti démocratique dans la forme, mais d'un parti réellement prolétarien, enchaîné par des liens indissolubles aux masses de la classe ouvrière.

Deuxième question. C'est dans la bureaucratisation de l'appareil du Parti que réside, selon le camarade Trotsky, le plus grand danger. C'est aussi une erreur. Ce n'est pas là qu'est le danger, mais bien dans la perte possible par le Parti de tout contact réel avec les masses sans-parti. Vous pouvez avoir un Parti pourvu d'un appareil construit démocratiquement, mais si ce Parti n'est pas lié à la classe ouvrière, ce démocratisme est tout à fait inutile et sans valeur. *Le Parti existe pour la classe.* Dans la mesure où il est lié avec la classe, dans la mesure où il reste en contact avec elle, il jouit de l'autorité et du respect des masses sans parti, il peut exister et se développer, malgré les défauts bureaucratiques. Si ce contact fait défaut, vous pouvez avoir recours à n'importe quelle organisation du Parti — bureaucratique ou démocratique, le Parti est condamné à une faillite certaine. Le Parti est une fraction de la classe, il existe pour la classe et non pas pour lui-même.

Troisième question, où nous relevons également une erreur de principe. Le Parti, dit le camarade Trotsky, ne se trompe pas. C'est faux. Le Parti se trompe souvent. Ilitch nous offrit à enseigner au Parti comment il pouvait tirer profit de ses propres fautes. Si le Parti ne pouvait pas faire de fautes, il n'y aurait pas matière à enseignement. Notre rôle consiste à saisir ces fautes, à les analyser, à en chercher les racines et à montrer au Parti et à la classe ouvrière pourquoi nous sommes trompés et comment nous devons éviter dans l'avenir de récidiver. Autrement, le développement du Parti serait impossible, ainsi que la formation des chefs et des cadres, car ces derniers ne se forment et ne s'instruisent qu'en faisant leur profit de leurs propres fautes. Je pense d'ailleurs que cette déclaration du camarade Trotsky est un compliment mêlé d'une pointe d'ironie.

L'épuration

Passons maintenant au camarade Préobrajenski. Il a parlé de l'épuration. Le camarade Préobrajenski estime que l'épuration est une manœuvre de la majorité du Parti contre l'opposition, et il semble bien qu'il n'approuve pas les méthodes d'épuration. Ceci est une question de principe. Préobrajenski tombe dans une profonde erreur en ne comprenant pas que le Parti ne pouvait se consolider qu'en s'affranchissant à chaque pas des éléments douteux qui s'y introduisent et qui s'y introduiront encore à l'avenir. Nous aurions agi contre le léninisme si nous avions adopté

une attitude négative dans la question de l'épuration en général.

Quant à l'épuration en question, en quoi est-elle mauvaise ? On dit que certaines fautes ont été commises. Il y en a eu sûrement. Comment concevoir qu'une opération de si vaste envergure ait pu être exécutée sans des fautes de détail ? C'est une impossibilité. Les fautes particulières sont possibles et inévitables, mais, dans son essence, l'épuration est juste. On m'a rapporté que certains éléments non prolétariens parmi les intellectuels et les employés attendent cette épuration avec effroi.

On m'a raconté la scène suivante. Dans une salle se trouvaient réunis des membres d'un noyau d'employés soviétistes sujets à l'épuration. Dans une autre pièce siégeait la Commission. L'un des membres de ce noyau, après avoir subi l'examen réapparaît tout ruisselant de sueur. Ses camarades lui demandent immédiatement de raconter comment « cela se passe ». « Laissez-moi reprendre haleine, dit-il, je n'en peux plus. » (*Rires.*) Pour les personnes qui souffrent de la sorte, il se peut que l'épuration soit désagréable. Mais, pour le Parti, c'est une très bonne chose. (*Applaudissements.*) Il y a encore chez nous, malheureusement, une petite fraction de membres du Parti qui touchent 1.000 ou 2.000 roubles par mois, et qui sont considérés comme membres du Parti et oublient totalement que le Parti existe.

Je pourrais citer aussi le cas, dans un de nos commissariats, d'un noyau comprenant un chauffeur parmi de hauts fonctionnaires et qui délégua précisément ce chauffeur dans la commission de l'épuration ; le fait provoque toute une série d'objections, un chauffeur ne pouvant pas soi-disant examiner de hautes personnalités soviétistes.

Voilà des faits qui ont eu lieu à Moscou. Les membres qui ont perdu tout lien moral avec le Parti s'indignent et ne peuvent évidemment pas admettre qu'un chauffeur les examine. Il faut éduquer et rééduquer ces membres parfois même par le moyen de l'exclusion. Le principal dans l'épuration, c'est que ces gens-là sentent qu'ils ont un maître qui peut exiger des comptes sur les fautes commises par eux contre le Parti. Je pense que, de temps à autre, le maître doit ainsi passer entre les rangs du Parti, un balai dans les mains. (*Applaudissements.*)

Si la politique suivie est juste, les défauts d'organisation n'ont pas une grande importance

Préobrajenski dit : « Votre politique est juste, mais la ligne d'organisation ne l'est pas et il peut y avoir un danger de mort pour le Parti. » C'est insensé. Il est impossible qu'un Parti ayant une politique juste périclite pour quelques défauts d'organisation. Cela ne s'est jamais vu. L'essentiel de la vie et du travail du Parti ne réside pas dans les formes d'organisation, qu'il assume ou qu'il peut assumer à un moment donné, mais bien dans la politique extérieure et intérieure du Parti. Si la politique du Parti est juste, si celui-ci pose exactement les questions politiques et économiques qui ont une importance décisive pour la classe ouvrière, alors les défauts d'organisation ne peuvent pas avoir une influence prépondérante ; la politique sauvera le Parti. Il en a toujours été et il en sera toujours ainsi. Ceux qui ne le comprennent pas sont de mauvais marxistes ; ils oublient les principes élémentaires du marxisme.

Le Parti a-t-il eu raison ?

Le Parti a-t-il eu ou non raison dans les questions qui ont été l'objet de la discussion, dans la question économique et dans les questions de construction du Parti ? Si l'on veut s'en rendre compte immédiatement, il n'y a qu'à s'adresser au Parti et à la masse ouvrière et à leur demander quel accueil rencontre le Parti dans la masse ouvrière sans-parti. Si les membres de l'opposition avaient ainsi posé la question, s'ils s'étaient demandé : comment la masse ouvrière juge-t-elle le Parti, avec sympathie ou non ? ils auraient compris que le Parti était dans la bonne voie. L'explication des résultats de la discussion est dans la « classe appareil ».

Si la classe ouvrière envoie dans le Parti deux cent mille de ses membres les plus loyaux et les plus expérimentés, cela signifie que ce Parti est invincible, car il est devenu l'organe d'élite de la classe ouvrière ; il jouit de la confiance illimitée de cette dernière. Ce Parti sera la terreur de ses ennemis et il ne se corrompra jamais. Le malheur de notre opposition est qu'elle n'a pas abordé les questions du Parti, les questions des résultats de la discussion du point de vue marxiste, qui fait consister la valeur d'un parti dans son influence sur les masses, puisque le Parti existe pour les masses et non inversement les masses pour le Parti — mais qu'elle s'est placée à un point de vue purement formaliste, au point de vue du seul appareil.

Si l'on cherche le moyen le plus simple et le plus direct de comprendre les résultats de la discussion, il ne faut pas s'adonner à des bavardages sur l'appareil, mais s'adresser à ces deux cent mille ouvriers qui sont entrés dans le Parti et qui en prouvent de cette façon le caractère profondément démocratique. Toutes les conversations des membres de l'opposition sur le démocratisme ne sont qu'un vain bavardage ; la véritable démocratie, c'est l'envoi par la classe ouvrière dans le Parti de 200.000 membres nouveaux.

Notre Parti est devenu l'organe d'élite de la classe ouvrière. Montrez-moi un autre parti qui lui ressemble. Vous n'en trouverez pas, parce qu'il n'en existe pas. Mais ce qui est étrange, c'est que, même un parti aussi puissant n'arrive pas à plaire aux membres de l'opposition. Où trouveront-ils un meilleur parti sur la terre ? Je crains bien qu'en le cherchant ils ne soient obligés d'émigrer dans la planète Mars. (*Applaudissements.*)

La tendance petite-bourgeoise

La dernière question concerne la tendance petite-bourgeoise. Les accusations de tendance petite-bourgeoise seraient, paraît-il, injustes. Cela est-il bien vrai ? Non, cela n'est pas vrai. D'où provient cette accusation et quelle en est la base ?

La base en est dans ce fait qu'au cours de leur agitation effrénée en faveur de la démocratie dans le Parti, les membres de l'opposition se sont faits, malgré eux, jusqu'à un certain point, l'écho de cette nouvelle bourgeoisie qui méprise la démocratie dans notre Parti et qui voudrait la voir s'établir dans le pays. Cette fraction du Parti, qui a fait tant de bruit autour des questions de démocratie, s'est faite, malgré elle, l'intermédiaire et le canal de l'agitation que mène la nouvelle bourgeoisie dans le pays et qui est dirigée vers l'affaiblissement de la dictature, « l'élargissement » de la Constitution soviétiste, la restauration des droits politiques des exploités.

Tout le mystère consiste en ce que les membres de l'opposition, qui aiment tant le Parti, etc., etc.,

sont devenus sans s'en rendre compte le porte-voix de ceux qui se trouvent en dehors du Parti et qui veulent affaiblir et détruire la dictature. Serait-ce en vain que les mencheviks les soutiennent ? Serait-ce par hasard ? Non, sans doute.

La répartition des forces sur l'échelle internationale est telle que toute tentative d'affaiblir l'autorité de notre Parti et la solidité de la dictature dans notre pays sera nécessairement appuyée par les ennemis de la Révolution, qui y trouvent leur avantage, quel que soit le côté d'où vient cette tentative, soit de la part de notre opposition, soit de la part des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

Celui qui ne le comprend pas n'a pas saisi la logique de la lutte fractionnelle au sein de notre Parti ; celui-là n'a pas compris que les résultats de cette lutte ne dépendaient pas des individus, ni de leurs intentions, mais bien de l'issue définitive du choc des éléments soviétistes et anti-soviétistes.

Voilà pourquoi nous sommes en face d'une tendance petite-bourgeoise dans cette attitude des membres de l'opposition.

Lénine, en parlant de la discipline du Parti et de la solidité de nos rangs, a dit :

« Tous ceux qui contribueront, dans une certaine mesure, à affaiblir la discipline de fer du Parti prolétarien, surtout pendant la dictature, aideront en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat. »

Est-il encore nécessaire de démontrer que les camarades de l'opposition, par leurs attaques contre l'organisation de Moscou et contre le C. C. du Parti, ont affaibli la discipline du Parti et sapé les bases de la dictature, puisque le Parti est le noyau fondamental de la dictature ! C'est pourquoi je pense que la XIII^e Conférence avait raison en disant que nous étions ici en face d'une tendance petite-bourgeoise, ce qui ne signifie pas encore d'une politique petite-bourgeoise. Non, aucunement. Au X^e Congrès, Lénine nous a expliqué qu'une tendance était quelque chose d'encore imparfait, sans forme définitive. Si vous ne persévérez pas dans cette tendance petite-bourgeoise et dans ces fautes peu importantes, camarades de l'opposition, tout est réparable et le travail du Parti ira de l'avant. Mais si vous persévérez, cette tendance petite-bourgeoise peut dégénérer en une politique petite-bourgeoise. Tout dépend donc de vous, camarades de l'opposition.

Conclusions

Quelles seront nos conclusions ? Nos conclusions seront que nous devons continuer à travailler à l'intérieur du Parti sur la base de l'unité la plus complète. Regardez ce Congrès, compact comme un mur. Voilà bien l'incarnation de l'unité du Parti. L'opposition ne représente qu'une minorité infime de notre Parti. Le Congrès actuel, son unité, ses rangs compacts nous sont le gage que le Parti est un et qu'il restera un. Cette union gagnera-t-elle à l'avenir ce groupe insignifiant de notre Parti qu'on appelle l'opposition ? Cela dépend de cette dernière. Nous voulons travailler amicalement avec l'opposition. Au moment où la discussion avait atteint l'année dernière son maximum d'acuité, nous avons proclamé la nécessité de la collaboration avec l'opposition. Nous confirmons encore une fois de plus cette déclaration. En sortira-t-il l'unité, je ne le sais pas, car l'unité future dépend tout entière de l'opposition.

(Dans le prochain numéro du Bulletin Communiste, nous donnerons les discours de Kamenev et de Zinoviev.)

La Politique Française du Pétrole

La Compagnie Française des Pétroles

On sait toute l'importance qu'attachent les financiers et les gouvernements impérialistes à la question du Pétrole.

Les financiers, parce qu'ils y trouvent des bénéfices considérables, et les gouvernements capitalistes, parce qu'ils sont d'abord les agents des puissances financières.

Pour les uns et pour les autres, il y a une question qui est fonction des profits capitalistes et de la politique impérialiste qui en découle : c'est celle de la puissance navale et militaire, dans laquelle le pétrole joue un rôle de tout premier plan.

De plus en plus, les petites et les grosses unités des différentes flottes de guerre emploient soit la chauffe aux combustibles liquides, soit les moteurs à combustibles internes. Dans tous ces cas, le pétrole ou ses dérivés sont nécessaires.

Et, à propos des avantages que constitue l'emploi des combustibles liquides, nous remarquerons tout d'abord que ce genre de combustibles, comparativement au charbon, demande incomparablement moins de place pour son emmagasinement. En outre, il peut se loger dans des endroits où le combustible solide ne saurait trouver abri, et son approvisionnement à bord peut se faire par des tuyauteries.

Les combustibles liquides brûlent sans laisser de résidus, du moins lorsque leur combustion est complète ; aussi, lorsqu'on les emploie au chauffage des chaudières, le personnel des chaufferies n'a plus qu'à surveiller les brûleurs, facilement réglables. La conduite des feux est donc grandement facilitée.

Si l'on emploie des moteurs à combustion interne, la suppression des chaufferies et des chauffeurs peut être réalisée, d'où diminution dans cette catégorie de personnel, permettant l'augmentation du personnel combattant sur les navires de guerre.

Les combustibles liquides ont encore un avantage particulier pour la marine : c'est de lui permettre une combustion aussi complète que possible et, brûlant sans résidus, il n'y a pas dégagement de fumée.

Dans ces conditions, à longue distance, la fumée ne décele pas la présence du navire comme le fait la chauffe au charbon, et pendant le combat, dans certaines circonstances de vent, cette fumée ne vient pas gêner la vue pour le tir de l'artillerie.

On peut ainsi se rendre compte de l'importance du Pétrole au point de vue naval.

Au point de vue militaire, son importance n'est pas moins grande. On connaît le développement qu'ont pris, au cours de la dernière guerre, l'aviation, la traction automobile pour l'artillerie, le ravitaillement et le transport des troupes, l'usage toujours plus répandu des tanks de petit et de grand modèles.

A la fin de la guerre, l'armée française disposait de plus de cent mille camions automobiles, et tout ce matériel, avec celui énuméré plus haut, amenait une consommation d'essence et d'huiles de graissage considérable.

La possession de gisements de pétrole, ou tout au moins de dépôts très importants, ainsi que la possibilité d'assurer le remplacement des stocks,

constituent un problème d'intérêt primordial pour tous les Etats en temps de guerre, lorsque leurs moyens de communication avec les régions productrices de pétrole peuvent être coupés.

Les financiers britanniques, qui savent quelle importance économique et politique constitue la possession de gisements pétrolifères, ont su, avec l'aide du gouvernement de la Couronne, se réserver un certain nombre de points stratégiques pétrolifères à la surface du globe.

L'*Anglo Persian Oil Company Ltd* se réserva un grand nombre de concessions pétrolifères, en Perse, aux Indes, en République Argentine. De plus, elle établit des raffineries équipées d'une façon toute moderne, raffineries situées à côté des réservoirs colossaux dont le nombre grandit tous les jours et dont le ravitaillement est assuré par une flotte nombreuse de navires-citernes.

Le gouvernement français, à l'instigation des financiers qui inspirent sa politique, a été jusqu'à la guerre indifférent aux questions pétrolifères.

La haute banque française, avant la guerre, jouait le rôle de courtier pour placer les fonds de l'épargne française dans des opérations d'emprunts étrangers, sur lesquelles des commissions considérables étaient prélevées. Elle faisait de la France l'usurier du monde entier, grâce aux économies de la petite bourgeoisie française.

Au cours de la guerre, les besoins considérables et croissants de combustibles liquides révélèrent l'inexistence de ressources proprement françaises de pétroles.

Les différents gouvernements qui se succédèrent en France de 1914, à 1919, durent entamer des négociations et subir les conditions des deux trusts mondiaux du pétrole : la *Royal Dutch* et la *Standard Oil*.

La politique de M. Clemenceau et de M. Millerand

Pendant le gouvernement de M. Clemenceau, la politique française du pétrole fut tout à fait acquise aux intérêts du groupe anglo-hollandais *Royal Dutch-Shell*, où les Rothschild occupent le tout premier plan, et qui semble être en rapports excellents avec l'*Anglo Persian Oil*.

A propos de la région pétrolifère de Mossoul (Mésopotamie), que les accords secrets de rapine franco-russo-britanniques d'avril 1916 réservaient à la France, M. Clemenceau la laissa occuper par les troupes britanniques.

Pendant toute la période de l'occupation, aucun sujet français, qu'il ait été civil ou militaire, ne put pénétrer dans la zone pétrolifère. M. Clemenceau resta sourd aux protestations du haut commissaire français dans le Proche-Orient contre les procédés du haut commandement britannique, alors maître de toutes ces régions.

En 1919, M. Clemenceau, continuant sa politique de dévotion à l'égard des magnats de la *City* de Londres, abandonnait les droits sur la Mésopotamie qu'avait conférés à la France l'accord d'avril 1916. Une part plus ou moins problématique de 25 % était seulement réservée aux intérêts français sur la totalité des gisements qui se trouvaient sous le contrôle direct du gouvernement britannique.

En fait, le gouvernement britannique ne possède pas directement de terrains pétrolifères dont la concession aurait été accordée aux financiers de la *Royal Dutch* et de l'*Anglo Persian* par l'ancien gouvernement turc.

Quelques mois plus tard, à San Remo, étaient signés, entre M. Alexandre Millerand et M. Lloyd George, des accords qui confirmaient la mainmise des financiers britanniques sur les riches gisements de Mossoul.

M. Millerand, qui est considéré avec raison comme l'agent de la *Banque de l'Union Parisienne*, ne faisait, en signant les accords de San Remo, qu'exécuter le mandat que lui avaient donné les dirigeants de cette banque, qui se trouvent associés, dans différentes affaires pétrolifères, aux magnats de la *Royal Dutch*.

Au cours de la Conférence de Gênes, le gouvernement français essaya de constituer l'unité de front contre la Russie Soviétique en soutenant le *Syndicat Franco-Belge des Pétroles*, qui groupait certains groupes financiers de France et de Belgique associés à M. Tchermoief, qui possédait des droits sur des concessions pétrolifères dans le Caucase.

Les efforts du gouvernement français pour réaliser le blocus du pétrole russe n'ayant pas réussi, la combinaison du Syndicat franco-belge fut enterrée.

Voulant imiter la politique du gouvernement anglais, qui possède une participation dans l'*Anglo Persian Oil*, ce qui lui permettrait d'assurer le ravitaillement de la flotte de guerre et les besoins de l'armée, le cas échéant, le gouvernement français voulut, lui aussi, patronner la formation d'une société analogue.

Dans un rapport parlementaire présenté par M. de Chapdelaine, député, à la Chambre des députés au nom de la Commission des Finances, et dans un autre rapport de même nature présenté à la Chambre par M. Bouligant, député, au nom de la Commission de la Marine militaire, nous relevons des faits qui nous permettent de comprendre l'importance qu'attache le gouvernement français à la question du ravitaillement en combustibles liquides.

Le problème du ravitaillement pétrolifère

Dans le premier rapport parlementaire cité plus haut, il est dit que tous les sous-marins en service et quelques canonnières sont dotés de moteurs à combustion interne : 3 croiseurs, 31 torpilleurs, 39 avisos ou canonnières chauffent au mazout. La puissance totale développée par ces bâtiments atteint 700.000 HP. Toutes les unités de surface qui seront construites dans l'avenir emploieront le mazout, tous les nouveaux sous-marins seront actionnés par des moteurs à combustion interne.

En 1926, il y aura 65 bâtiments chauffant au mazout, soit une puissance de 1.560.000 HP.

En 1933, il y aura 76 bâtiments employant ces combustibles liquides, et représentant 3 millions 450.000 HP.

En 1943, l'ensemble des bâtiments employant ce genre de combustibles représentera une puissance de plus de 7.500.000 HP.

Devant une telle augmentation de l'emploi des combustibles liquides, la France ne dispose sur son propre sol que du gisement de Pechelbronn (Alsace), qui donne 50.000 tonnes par an. On peut

compter aussi celui de Tliouanet (Algérie), qui donne environ 10.000 tonnes par an. La production française est donc à peu près nulle. Elle doit faire appel, pour la quasi-totalité de ses besoins, à l'extérieur, et cela par voie de mer, car les communications avec les pays producteurs auxquels la France est reliée par voie ferrée peuvent être occupés en temps de guerre.

Pour le ravitaillement par mer, il n'existe que huit bâtiments pétroliers militaires pouvant transporter en tout 30.000 tonnes en lourd.

A cela viennent s'ajouter 22 bâtiments représentant près de 160.000 tonnes en lourd, dont 8 appartiennent à la *Société Navale de l'Ouest* et à la *Compagnie Auxiliaire de Navigation*, toutes deux filiales de la *Société Générale des Huiles de Pétrole* qui représente en France les intérêts de l'*Anglo Persian Oil*, citée plus haut comme étant soutenue officiellement par le gouvernement britannique. Ces huit navires représentent un port en lourd de près de 67.000 tonnes, près de la moitié de la capacité de transport de la *flotte pétrolifère française*.

En temps de guerre, l'importation par pavillon national des 2 millions de tonnes nécessaires du pays et de l'armée, besoins de la marine de guerre non compris, nécessiterait au minimum, sans tenir compte des pertes, et à raison de quatre voyages par an, 500.000 tonnes de port en lourd. Comme la capacité de transport est actuellement de 160.000 tonnes, on se rend compte du déficit qui existe pour assurer une partie du ravitaillement nécessaire.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement français a voulu, comme le gouvernement britannique, contrôler des intérêts pétrolifères afin d'assurer dans une certaine mesure les besoins en combustibles liquides.

La nouvelle politique française du Pétrole

En novembre 1923, se créait sous les auspices du gouvernement français, le *Syndicat Français d'Etudes Pétrolifères*. Avant de former ce syndicat d'études, qui constitue le préliminaire de la formation d'une vaste société patronnée par le gouvernement français, le gouvernement Poincaré ouvrit des négociations avec les grandes banques d'affaires, qui comme la *Banque de l'Union Parisienne* sont alliées à la *Royal Dutch* et qui comme la *Banque de Paris et des Pays-Bas* sont alliées à la *Standard Oil* qui est le plus puissant trust américain du pétrole.

Des négociations du même genre furent engagées avec les gros raffineurs de pétrole et avec les principales sociétés pétrolifères.

En même temps que le gouvernement procédait à la création de cet organisme, un projet de loi était déposé devant le Parlement afin de fixer le futur régime du pétrole.

Les trois principes qui dominent ce projet, sont la sécurité des approvisionnements, un abaissement des prix et la création d'un office national des pétroles qui donnera au gouvernement français le même concours technique que le *Petroleum Department* assure au gouvernement britannique.

Il s'agit d'obtenir pour le capitalisme français une indépendance aussi grande que possible sur le marché mondial. « Nous voulons avoir le pétrole et les produits du pétrole au meilleur prix et sans être tributaires des grands trusts qui se disputent l'hégémonie pétrolifère », écrivait, au

nom de la Commission des Finances de la Chambre des députés, M. Charles Leboucq, député, chargé de présenter un rapport sur ce projet de loi. Il ajoutait : « Nous voulons posséder un établissement qui centralise l'organisation et la technicité de tout ce qui se rattache à la recherche, à l'importation, à la distribution du pétrole, et qui possède assez d'autonomie pour être un véritable organe de direction. »

Cet organisme doit donc, dans la pensée des auteurs du projet de loi sur le pétrole, éclairer le gouvernement dans les tractations diplomatiques, subventionner l'enseignement technique, permettre de posséder un corps d'ingénieurs spécialistes nécessaires aux travaux de forage, guider les protections en France et aux colonies et hâter la constitution d'une flotte pétrolière nationale.

Le *Syndicat Français d'Etudes Pétrolières* fut fondé au capital de 1 million de francs. En mars 1924, il fut transformé en *Compagnie Française des Pétroles* au capital de 25 millions de francs.

La composition de son conseil d'administration a été approuvée par le gouvernement français. Il se compose de plusieurs personnalités de la haute finance et du monde des affaires pétrolières.

Son président est M. Ernest Mercier, haute personnalité du monde des affaires. Il est président de l'*Omnium International des Pétroles* et de la *Steaua Française*.

L'*Omnium International des Pétroles*, dont le capital est de 60 millions de francs, est une entreprise financière qui se trouve intéressée dans différentes affaires de pétrole. Elle possède le contrôle de la *Colombia*, *Société franco-roumaine de pétrole*, à Bucarest ; de la *Société Anonyme d'Exploitations minières Pêchebronnn*, capital 45 millions de francs, qui constitue la seule exploitation de pétroles sur le sol français, et dont les gisements sont situés en Alsace, et de la *Société de Forages l'Union*.

La *Steaua Française* fut formée pour entrer en possession de la part française d'actions de la *Steaua Romana* (British), dont M. Mercier est aussi administrateur. La *Steaua Française* a un capital de 115 millions de francs.

La *Steaua Romana* est une des plus fortes affaires pétrolières de Roumanie. Elle se trouve en partie sous le contrôle du groupe français cité plus haut, qui possède près de 25 % de son capital, tandis que le reste se trouve pour la plus large part sous le contrôle de l'*Anglo Persian Oil*. La banque *Stern Brothers*, de Londres, et la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, de Paris, y possèdent aussi une bonne part d'intérêts.

M. Ernest Mercier est également administrateur délégué de l'*Union d'Electricité*, capital 200 millions de francs. Cette société constitue le trust de l'électricité qui fournit en lumière et en force l'énorme agglomération parisienne par l'intermédiaire des différentes sociétés de production dont elle possède le contrôle technique et financier ; sa capacité de production est actuellement de 440.000 kilowatts.

L'*Union d'Electricité* a comme vice-président M. Charles Burrell, de la *General Electric Company*, de New-York, qui se trouve sous le contrôle de la puissante maison de banque *J. Pierpont Morgan and Co*, de New-York ; Charles Burrell représente les intérêts des Morgan dans toutes les sociétés d'électricité françaises où ceux-ci possèdent des intérêts.

M. Loucheur, gros requin d'affaires, spécialisé dans l'électricité et les Travaux Publics, étant un

des soutiens de la politique du bloc des gauches, nul doute que le nouveau gouvernement ne laisse à la présidence de la *Compagnie Française des Pétroles* son compère E. Mercier, de l'*Union d'Electricité*, où il est également représenté.

Dans le conseil d'administration de la *Compagnie Française des Pétroles*, citons d'abord les représentants des grandes banques :

J. Chevalier, de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* qui, dans la *Standard Franco-Américaine*, est alliée avec le trust américain du pétrole *Standard Oil* ;

Cahen-Fuzier, de la *Banque de l'Union Parisienne* qui est alliée au groupe *Royal Dutch Shell* ;

E. Chauvy, du *Crédit Mobilier Français*, capital 100 millions, dont le vice-président est Raphaël-Georges Lévy, sénateur de la Seine et membre de plusieurs conseils d'administration parmi lesquels nous citerons la *Société d'Industrie Minière d'Ekathernovka* (Russie), la *Compagnie Industrielle du Platine* qui par l'intermédiaire du professeur Claire (récemment condamné en Russie par le tribunal révolutionnaire pour espionnage économique) avait essayé de reprendre le contrôle et d'obtenir des renseignements sur ses anciennes exploitations de platine dans l'Oural, des *Sels Gemmes et Houilles de la Russie méridionale*, dans le conseil d'administration de la banque du *Crédit Mobilier Français* et de son alliée la *Banque Nationale de Crédit*, se trouve Jacques de Gunzburg de la banque de *Gunzburg et Cie*, qui avant la révolution possédait une certaine influence dans les milieux d'affaires financières russes, gravitant autour de la *Banque Russo-Asiatique*.

Les intérêts pétrolières du *Crédit Mobilier Français* se trouvent dans la *Compagnie Financière Belge des Pétroles*, dont la *Société Générale de Belgique*, de Bruxelles, et son alliée la *Banque de l'Union Parisienne*, de Paris, possèdent la plus grande partie du contrôle.

En continuant à consulter la liste du conseil d'administration de la *Compagnie Française des Pétroles*, nous trouvons encore :

Devies, de la *Banque Nationale de Crédit* et du *Crédit Commercial de France* ;

Pierre-Lefebvre Vacquerie, de la *Compagnie Industrielle des Pétroles*, capital 60 millions de francs, qui est en France une filiale du groupe américain *Sinclair* ;

Desprez, de la *Société Auxiliaire de Navigation*, qui est une filiale de l'*Anglo Persian* pour la France ;

Pollet-Tiberghien, gros industriel du textile du Nord de la France, de la *Société des Pétroles de Dabrowa*, président de la *Shodnica Aktiengesellschaft*, de Vienne, qui possède des raffineries en Pologne et des exploitations pétrolières en Autriche, premier vice-président de l'*Union Internationale des Pétroles*, de Zurich, qui n'est elle-même qu'une filiale de la *Deutsche Erdöl-Aktiengesellschaft*, de Berlin, où trônent quelques magnats de l'industrie et de la finance allemande ;

Paix et Cie, de la *Société Générale des Huiles de Pétroles*, dont le président est le vice-amiral Ronarc'h et le vice-président Sir Basil Zaharoff, citoyen français à Paris, baronnet de Sa Majesté britannique à Londres (grand croix de la Légion d'honneur par la grâce de son ami Georges Clemenceau), commanditaire et véritable maître de la principauté de Monaco, célèbre par son casino où s'engloutissent chaque jour des fortunes considérables. Zaharoff a acquis le contrôle du casino de Monte-Carlo grâce à un prêt de 70 millions qu'il voulut bien consentir à la société qui règne

sur le tripot et qui fournit tous les revenus du prince de Monaco.

Zaharoff qui constitue un type un peu spécial de financier international, est aussi un des principaux maîtres de la maison *Vickers*, grosse affaire britannique de matériel de guerre, navires de guerre, avions, artillerie, etc...

Ce requin dont les intérêts se trouvent mêlés dans le pétrole, le matériel de guerre, les maisons de jeux, la librairie, occupe une situation de premier plan dans la vie politique de la Grèce dont on le croit originaire. C'est lui qui avec les financiers du pétrole avec lesquels il est associé, fut l'instigateur de l'offensive grecque en Asie Mineure afin de s'emparer des gisements pétroliers qui se trouvaient sous le contrôle du gouvernement nationaliste d'Angora. Il exerce encore actuellement une grosse influence sur la politique grecque.

Nous avons nommé presque tous les administrateurs intéressants de la *Compagnie Française des Pétroles*; cette énumération et toutes les influences internationales qui se manifestent der-

rière les mandants de la nouvelle politique française des pétroles peuvent rendre sceptique à propos des intentions du gouvernement français qui ne veut pas être « tributaire des grands trusts qui se disputent l'hégémonie pétrolière »

On pense que l'activité de la nouvelle compagnie va s'exercer en Mésopotamie, où le gouvernement français a l'intention de se faire remettre la part de 25 % qui lui fut promise par le gouvernement britannique pendant la guerre sur les pétroles de Mossoul.

Elle va aussi se manifester sans doute sur l'industrie de raffinage des pétroles polonais, qui se trouve actuellement en grande partie sous le contrôle de l'Etat polonais, contrôle que les financiers français et leurs compères étrangers voudraient lui enlever.

Cette compagnie jouera un certain rôle dans la reprise des relations franco-russes; en tout cas, elle représentera moins les intérêts de l'Etat français que ceux des magnats du pétrole et de la finance qui se trouvent dans son sein.

DUPLEIX.

Pour le Dixième Anniversaire de la Guerre Mondiale

Préparons la semaine d'action anti-impérialiste et antisocial-patriote!

Fidèle à la recommandation de Lénine de ne jamais oublier la guerre mondiale, l'Exécutif de l'Internationale Communiste a décidé de marquer le dixième anniversaire du début de la grande tuerie par des manifestations internationales contre l'impérialisme et les social-traitres.

Il ne s'agit pas seulement, bien sûr, de fouiller les plaies qui n'ont pas encore eu le temps de se cicatriser. Les regards de l'Internationale Communiste sont fixés sur l'avenir. Elle s'efforce de mobiliser, unir et organiser les travailleurs du monde entier pour une lutte victorieuse contre l'impérialisme, cause de toutes les guerres contemporaines. Mais cette lutte ne pourra avoir une issue heureuse que si nous tenons grandement compte des leçons du passé. Celles de la guerre mondiale présentent pour nous une importance vitale surtout au moment présent, dans l'imminence de nouvelles guerres.

Ce vieux conte à dormir debout que la guerre mondiale serait la dernière guerre ne berce plus personne. Le danger de nouvelles conflagrations sanglantes est évident. De nouveaux massacres se préparent dans les comptoirs des banques, des syndicats patronaux, des trusts. Ils sont minutieusement préparés dans les fabriques et les laboratoires. Ils sont organisés dans les états-majors et les multiples services des armées qui ne cessent de croître.

La prochaine guerre s'avance sur nous. L'intelligence des classes dirigeantes s'emploie à inventer de nouveaux moyens de destruction. Pour prévenir la guerre qui vient il faut que les travailleurs du monde s'unissent dans un héroïque effort :

« Le refus de servir aux armées, la grève contre la guerre, etc. », écrivait Lénine le 1^{er} novembre 1914, « tout cela n'est que sottises, rêve débile et pusillanime de combattre sans armes la bourgeoisie armée jusqu'aux dents, espoir creux de détruire le capitalisme sans guerre civile acharnée ».

Ces rêves débiles et pusillanimes sont moins que jamais de mise actuellement. Ni les résolutions, ni les déclarations, ni les objurgations ne pourront arrêter l'orage qui vient.

Seule pourrait prévenir la guerre une révolution triomphante des travailleurs qui renverserait le pouvoir du capital en Europe, puis dans le reste du monde. Aussi les manifestations qui se dérouleront au cours de la semaine d'action anti-impérialisme et antisocial-patriote devront-elles avoir pour but de mobiliser les travailleurs du monde sous les étendards de la Révolution d'Octobre, pour une lutte décisive contre le capitalisme fauteur et organisateur des massacres passés et futurs.

Le combat contre l'impérialisme devient naturellement dès le premier abord un combat contre les social-traitres. Les bavardages doucereux des héros de la 2^e Internationale parlant de lutter contre la guerre, pouvaient paraître sots en 1914; en 1924 il ne s'agit plus de rêves pusillanimes, mais d'un mensonge impudent consciemment proféré.

A la veille de la guerre mondiale, la 2^e Internationale prit sur elle de préserver des guerres fratricides le drapeau sacré de la solidarité prolétarienne. Au congrès de Stuttgart, elle reconnut que le devoir de tous les ouvriers était de « combattre par tous les moyens les armements de

terre et de mer, en démasquant les visées de classe de la société bourgeoise et les motifs qui l'inspirent quand elle foment les antagonismes nationaux ». La même résolution recommandait une action énergique et cohérente, « afin d'empêcher la guerre par tous les moyens ». Au cas où la guerre éclaterait le congrès de Stuttgart recommandait de profiter des crises de guerre « pour mettre en branle les forces profondes du prolétariat et hâter la chute de la domination capitaliste ». Les mêmes principes furent affirmés à nouveau aux congrès de Copenhague (1910) et de Bâle (1912).

Indépendamment des résolutions des congrès mondiaux les partis socialistes des divers pays, y compris les travaillistes anglais, actuellement au pouvoir, avaient souvent juré de ne pas tolérer de conflagration mondiale.

Mais dans les affreuses journées de la fin de juillet et du début d'août 1914 les partis socialistes de la 2^e Internationale profanèrent leurs drapeaux rouges en sanctionnant la guerre mondiale, œuvre criminelle des coteries impérialistes rivales. Après la guerre, lorsque les crises prévues par les congrès de la 2^e Internationale surgirent, l'Internationale, au lieu de s'occuper « de hâter la chute de la domination capitaliste », défendit le capitalisme contre les travailleurs révolutionnaires.

Les larbins socialistes de l'impérialisme et du fascisme osent maintenant promettre de nouveau aux masses populaires de répondre à la guerre par la grève générale ! Promesse destinée à couvrir leurs préparatifs de guerre. Le gouvernement Macdonald, continuant honnêtement les traditions de l'impérialisme anglais, consolide la puissance militaire de l'empire britannique. Les amis français de Macdonald — le bloc des gauches — votent les crédits de guerre et poursuivent les desseins de l'impérialisme français.

Aussi voyons-nous dans les propos et les gestes des leaders de la 2^e Internationale l'intention consciente d'endormir la vigilance des masses populaires, pour que la préparation de la guerre ne soit pas troublée. Aussi notre semaine de propagande doit-elle être dirigée autant que contre l'impérialisme contre les social-traitres qui masquent les préparatifs militaires des classes dirigeantes. Le succès de notre effort est impossible sans une action énergique simultanée contre l'impérialisme et les social-traitres, action des masses sympathisantes, des communistes, des ouvriers, des paysans, des peuples opprimés des colonies et semi-colonies, action de tous ceux qui ont supporté les atrocités de la « grande guerre ».

Dès maintenant s'impose l'organisation du Comité d'Action auquel doivent adhérer non seulement les syndicats de l'I.S.R., les Jeunesses Communistes, l'Internationale paysanne, les Coopératives internationales, l'Aide Ouvrière, mais encore les organisations des Anciens Combattants, des Invalides de guerre, etc. En un mot : ne rien négliger pour que les manifestations projetées revêtent la plus grande ampleur.

Conviant les masses à réagir avec nous au danger de guerre, ayons grand soin toutefois de ce que nos manifestations n'aient rien de commun avec celles du pacifisme, à la faveur desquelles les classes dirigeantes font leurs petites et sinistres affaires.

Toute notre propagande doit être pénétrée de cette pensée : la guerre ne peut être prévenue que par la révolution ; la guerre commencée ne peut être terminée que par la guerre civile pour l'avènement au pouvoir des travailleurs.

C'est pourquoi une campagne en faveur de

l'Union des Républiques Soviétiques doit tenir une place centrale dans tout notre travail préparatoire.

Les travailleurs de l'Union Soviétique, guidés par le Parti communiste russe et l'enseignement de Lénine, ont su sortir de la guerre impérialiste en révolutionnaires : par la guerre civile, ils ont aboli le pouvoir du capital dans un des plus grands pays du monde. Les prolétaires de l'Union Soviétique sont entrés les premiers dans cette voie ardue. Les travailleurs du monde entier auront bien moins d'obstacles à surmonter pour s'opposer en révolutionnaires au danger de guerre ; car ils ont l'appui assuré de la première révolution prolétarienne victorieuse d'un grand pays ouvrier et paysan dont l'armée rouge est le « bouclier des opprimés et le glaive des révoltes ».

Que les mots d'ordre de la semaine d'action anti-impérialiste et antisocial-patriote soient :

A bas la guerre ! Vive la bataille révolutionnaire pour le pouvoir des travailleurs !

A bas les faux socialistes ! Vive l'Internationale Communiste !

Vive l'Union des Républiques soviétiques ! Vive l'Union universelle des républiques soviétiques !

O. PETROVSKY.

Toute lutte de classes est une lutte politique.
K. MARX.

Ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique ; il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps.
K. MARX.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	9 »
6 mois	13 »	17 »
12 mois	26 »	34 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre :

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

La Déclaration Socialiste au Parlement

La lutte contre les socialistes

Notre Parti communiste français est une des sections de la 3^e Internationale sur lesquelles pèse le plus lourdement le passé de la 2^e Internationale.

Jusqu'aujourd'hui, la décomposition sociale en France n'a pas atteint le même degré que dans les pays de l'Europe Orientale et Centrale. L'évolution économique moins rapide et la concentration industrielle moins accentuée de la France, en comparaison avec l'Allemagne, par exemple, favorisaient dans le mouvement ouvrier français la survivance des conceptions petites-bourgeoises, des théories anarchistes et des velléités opportunistes empêchant la pénétration de l'esprit marxiste dans le mouvement ouvrier.

Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que bon nombre de nos camarades n'aient pas encore évolué au delà de l'idéologie de la 2^e Internationale.

La mauvaise influence de la tradition socialiste par l'absence d'une attitude nette et par la faiblesse de la critique dans nos propres rangs s'est manifestée ces semaines dernières (au Parlement et dans la presse du Parti) à l'égard des socialistes, qui maintenant sont devenus un véritable parti gouvernemental.

Cette mentalité d'un grand nombre d'adhérents du Parti a empêché celui-ci de s'attacher complètement à une des tâches les plus essentielles : la lutte acharnée contre les socialistes, qui sont devenus l'ennemi le plus dangereux de la classe ouvrière. C'est avec intention que nous disons « le plus dangereux ».

Les socialistes sont les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Ils paralysent la lutte de classe, réduisent la lutte émancipatrice du prolétariat à des manœuvres parlementaires, entravent le renouvellement des méthodes de lutte prolétarienne, leur adaptation à la situation nouvelle.

Et comme ils sont des routiniers adroits qui connaissent le mouvement ouvrier depuis longtemps, ils réussissent parfois très aisément à voiler leur lâcheté, leur arrivisme, sous des manœuvres habiles et des flots de phrases soi-disant révolutionnaires.

Il faut que le Parti communiste entreprenne la lutte contre ces loups revêtus de peaux de brebis.

Qu'on ne nous réponde pas, comme on l'a fait lors de la discussion sur le problème de la tactique du front unique, où l'on affirmait l'inutilité de cette tactique pour la France, étant donné, disait-on, que les socialistes n'ont aucune importance avec leur organisation squelettique et leur presse insignifiante (« *Populaire* »).

Cet argument contre la tactique du front unique n'était rien que l'expression du fait, qu'au moment de la discussion sur la tactique du front unique, c'est-à-dire avant le départ de Frossard, les courants opportunistes étaient encore bien plus forts dans notre Parti qu'ils ne le sont aujourd'hui. On esquivait systématiquement toute lutte contre les social-démocrates, parce que le Parti était lui-même encore fortement imbu d'esprit socialiste réformiste.

Les élections du 11 mai et le fait que le Parti

socialiste est devenu le parti gouvernemental, montrent clairement qu'il est foncièrement faux de dire que les socialistes ne sont plus, dans notre pays, une force politique importante.

Et quand on nous dit que les socialistes se discréditent tous les jours de plus en plus, par suite de la politique de soutien du gouvernement, nous répondons que les socialistes ne se discréditent que dans la mesure où le Parti communiste sait démontrer aux masses laborieuses en quoi consistent ces trahisons. Le Parti communiste doit aider les masses à tirer les conclusions de l'attitude lâche des socialistes.

Sur ce terrain, notre travail a à peine commencé.

L'influence des socialistes dans le mouvement ouvrier s'appuie sur les illusions de larges masses ouvrières inexpérimentées qui croient encore en l'efficacité des méthodes réformistes, suffisantes à leurs yeux pour la défense des intérêts ouvriers et moins coûteuses, moins dangereuses que les méthodes préconisées par les communistes.

C'est dans la mesure où la décomposition de la société capitaliste pousse des masses — jusqu'ici inertes et politiquement indifférentes — à la lutte contre le capital, que nous aurons à recommencer tous les jours de nouveau nos efforts tendant à démontrer à ces masses qu'il ne sert à rien de vouloir esquiver les grandes luttes, que les méthodes paisibles de la collaboration de classes, des seuls pourparlers, n'aboutissent à rien d'efficace.

Ce n'est pas en feignant d'ignorer les socialistes que nous viendrons à bout des illusions réformistes surgissant tous les jours de nouveau dans les classes moyennes prolétarisées, dans les milieux de « l'aristocratie ouvrière », parmi les employés, les fonctionnaires, surgissant même dans les rangs du prolétariat industriel dont certaines couches se montrent encore effrayées par les risques et les dangers des hautes luttes préconisées par les communistes et préfèrent tenter l'amélioration de leur sort par l'emploi de méthodes pacifistes-réformistes.

La déclaration socialiste

Cette déclaration est un véritable monument. Elle confirme de nouveau, et d'une façon éclatante, la politique que nos S. F. I. O. suivent depuis longtemps.

Par cette déclaration, les chefs du Parti socialiste prétendent être « les interprètes et les mandataires de la masse des travailleurs de France » et ils « estiment traduire leur volonté ».

Mais vous cherchez en vain dans toute cette longue déclaration, soigneusement préparée, un seul, un unique mot parlant de la lutte de classes.

A la lecture de ce document, on sent nettement que le secrétaire général du Parti socialiste avait honte de prononcer le mot « lutte de classes » et de jeter le cri de discorde dans l'idylle parlementaire.

Nos socialistes, qui abhorrent toute lutte, mais aiment jouir des plaisirs et des avantages parlementaires, ne prononcent pas un seul mot sur les revendications ouvrières.

Leur déclaration parle longuement des « nécessités de la tactique électorale ou parlementaire » ;

elle parle de « visions d'avenir », quoique « il est superflu de rappeler aujourd'hui notre doctrine constante » ; elle parle de la « France qui veut la paix véritable, qui veut vivre tranquille dans un monde tranquille » (exemple : l'occupation de la Ruhr) et le vote des socialistes pour les crédits de la Ruhr ; la déclaration parle « d'une politique fondée sur la justice » et d'un tas d'autres choses vagues et n'engageant à rien.

Mais dans toute la déclaration, aucune revendication n'est formulée. Pas un mot sur l'application de la journée de huit heures ; rien sur les 1.800 francs et le droit syndical des fonctionnaires ; rien sur la réintégration des cheminots et des fonctionnaires révoqués ; rien sur l'amnistie et pas plus sur l'adaptation des pensions et retraites civiles et militaires au niveau du prix de la vie ; rien sur les assurances sociales ; rien sur la suppression de l'impôt sur les salaires, sur la suppression du double décime ; rien sur la réduction des dépenses militaires et du service militaire ; rien non plus sur la crise des logements ; rien sur la révision des gros paiements des dommages de guerre ; rien sur la Ruhr, sur le traité de Versailles ou le rapport des experts ; rien non plus sur la reconnaissance de la Russie des Soviets !

Après tout cela, on ne s'attend pas à trouver dans la déclaration socialiste un appel aux ouvriers qui les inciterait à la lutte.

Nos socialistes renient tout leur passé — et ceci non pas pour réviser les méthodes de lutte dans un sens révolutionnaire, non pas pour les adapter à la nouvelle situation, mais pour trahir tout ce qu'il y avait de prolétarien et de bon dans la 2^e Internationale d'avant-guerre : l'appel à la lutte de classes, fût-ce même avec des méthodes insuffisantes.

A un moment où l'évolution impérialiste accentue les contradictions sociales, aboutit à une exploitation de plus en plus forte du prolétariat international et incite les masses ouvrières à la défense et à l'attaque ; à un moment où l'antagonisme social touche à son apogée — c'est juste à ce moment-là que nos S.F.I.O. veulent renouveler la mauvaise farce du millerandisme d'il y a vingt-cinq ans.

Dans une époque où une politique du juste milieu est moins possible que jamais, où le grand capital a accaparé toutes les richesses sociales et détient par là la clé de tout renouvellement social et politique, à une époque où aucune réforme efficace ne saurait être réalisée sans qu'on attaque le grand capital dont la toute-puissance économique évincerait facilement les attaques parlementaires — c'est juste à ce moment-là que les S.F.I.O. jouent la comédie de la collaboration gouvernementale !

C'est une politique d'arrivistes pourris, de parlementaires achevés.

Ces messieurs se rappellent parfaitement bien comment a fini le millerandisme, cette expérience néfaste, soutenue si longtemps par Jaurès et son groupe au détriment de tout le mouvement ouvrier français. Ils savent très bien comment le groupe parlementaire de Jaurès s'effritait, glissait de plus en plus à droite, reniait un principe après l'autre pour n'aboutir à rien, absolument rien de positif.

Tout cela n'empêche pas les Blum et Paul Faure, aujourd'hui où la situation est encore infiniment plus défavorable à toute collaboration de classes, de faire la déclaration suivante :

« Notre concours sera loyalement acquis au gouvernement et d'autant plus fidèle que se dressent

ront plus d'obstacles. Nous déclarerons donc que nous faisons confiance aux intentions du ministre et que nous sommes résolus à lui prêter une aide franche et loyale pour l'accomplissement de sa tâche ». Voix diverses : « Jusqu'à quand ? » Paul Faure : « Jusqu'à la fin ! »

« Nous n'attendons du nouveau gouvernement qu'une satisfaction : qu'il reste lui-même. Nous ne lui demandons pas de réaliser notre programme, mais le sien. »

Ainsi liés au gouvernement de Herriot, les socialistes seront forcés d'accepter les plus formidables renoncements aux intérêts de la classe ouvrière.

Ils n'osent déjà pas formuler des revendications ouvrières et ils accepteront — par peur de voir s'effriter le Bloc des Gauches et leur politique de collaboration s'effondrer — tout ce qu'Herriot leur demandera.

Chaque fois qu'Herriot voudra faire avaler aux socialistes un gros morceau quelconque (comme les crédits de la Ruhr, par exemple), il les effrayera par la menace d'une démission du gouvernement, c'est-à-dire par l'effondrement du Cartel et de toute la politique de collaboration des socialistes — ce qui entraînerait, par-dessus le marché, la perte de pas mal de sinécures et d'avantages parlementaires pour nos S.F.I.O.

Herriot suivra et suit déjà une politique des plus hostiles aux intérêts des masses laborieuses. Il n'a ni la volonté, ni les moyens de lutter en faveur de réformes sociales, le grand capital détenant toutes les richesses sociales, tout ce qui conditionne une réforme sérieuse.

Même si Herriot le voulait, il ne pourrait pas apporter des améliorations au sort des classes moyennes et du prolétariat, étant donné la nature de l'appareil de l'Etat bourgeois, sa bureaucratie corrompue, vendue, étant donné la dépendance financière de l'Etat vis-à-vis du grand capital français et étranger.

La politique d'Herriot ne peut être qu'une politique anti-ouvrière réactionnaire sous tous les points.

Et la collaboration socialiste ne servira que d'étiquette destinée à tromper les masses laborieuses pour qu'elles se rendent moins bien compte du véritable contenu de la politique du Bloc des Gauches.

Nous constatons que notre Parti n'a rien relevé de cette déclaration socialiste, qui fournissait pourtant une occasion merveilleuse pour démontrer aux ouvriers toute la bassesse de la politique socialiste et faire ressortir le grand danger qu'elle constitue pour l'ensemble du mouvement prolétarien. On n'a pas non plus su exploiter comme il convenait l'attitude des S. F. I. O. pendant la campagne électorale, les listes et réunions communes avec les radicaux et radicaux-socialistes, l'attitude du défunt « Populaire » (la bourgeoisie ait son âme !), les discours et les articles des chefs S. F. I. O., leur arrivisme, leur politique de soutien du gouvernement et leur vote pour les crédits de la Ruhr, etc., etc.

Cette attitude indulgente du Parti à l'égard des laquais de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier est une grave faute qu'il faut corriger immédiatement.

H. BOREL.

Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine sa manière d'être, mais sa manière d'être sociale qui détermine sa conscience.

K. MARX.

Pourquoi on a réuni la Commission des Experts

(Suite)

Main-mise sur la banque

Par ce que nous avons dit jusqu'ici, on comprend facilement pourquoi le rapport des experts, débarrassé du fatras des dispositions accessoires, ne comprend que deux propositions essentielles : l'une consistant dans l'établissement d'un contrôle sur la banque d'émission allemande et l'autre consistant dans l'établissement d'un contrôle sur les chemins de fer allemands.

Pour bien saisir la portée et le mécanisme des mesures proposées par les Experts pour assurer ce contrôle, il faut se remémorer ce qu'est le système de colonisation dénommé « protectorat ». En pays de protectorat, les autorités indigènes, beys ou sultans, caïds et cadis, sont maintenus en place, mais à côté de chacun d'eux on installe un fonctionnaire français sans l'autorisation duquel le chef indigène ne peut prendre aucune décision.

C'est un régime identique que les Experts ont imaginé pour la banque d'émission et les chemins de fer d'Allemagne. Ils soumettent ceux-ci à un véritable protectorat économique, tout à fait analogue au protectorat politique qui fonctionne en Tunisie ou au Maroc. La seule différence est que, comme il est prudent de prendre plus de ménagements avec des Européens qu'avec des Arabes, on a multiplié les mesures destinées à camoufler la réalité du pouvoir concédé aux représentants du capital étranger.

Un monopole de la monnaie

Le monopole de l'émission des billets de banque et de toute espèce de monnaie (sauf la monnaie d'or, parce qu'on sait que celle-ci est pour longtemps encore pratiquement impossible) sera concédé à une banque privée dite « Nouvelle Banque ». Cette banque ayant le monopole de la monnaie, c'est d'elle seule qu'en définitive dépendra la plus ou moins grande importance des crédits qui pourront être consentis au commerce et à l'industrie. Si la Nouvelle Banque émet peu de monnaie, les crédits ne pourront être que faibles, toute opération de crédit se traduisant en dernière analyse par une avance de monnaie. Si au contraire elle en met en circulation une quantité élevée, les crédits pourront être importants.

Cette banque sera donc un véritable robinet, qui permettra de régler le crédit à l'industrie allemande et, par là, le développement même de cette industrie. De ce robinet ainsi créé, il s'agit, pour le capitalisme anglo-américain, de détenir la clef. Or, décider brutalement que la direction de la Nouvelle Banque serait assurée par des Anglais ou des Américains, cela eût été inacceptable pour la « dignité nationale » des Allemands. Les Experts eurent donc recours au protectorat.

A côté du Comité de Direction : le Conseil général

Les organes de la Nouvelle Banque seront doubles : il y aura les organes de direction et les organes de contrôle. Les premiers seront allemands, exclusivement allemands ; l'Allemagne aura donc, en apparence, la direction de la banque, mais, en fait, ces organes ne pourront rien faire sans l'au-

torisation des organes de contrôle, et dans ceux-ci ce sera l'influence étrangère qui prédominera.

A côté du *Comité de Direction* allemand, qui « dirigera, dit le projet de statuts, la politique monétaire et la politique d'escompte et de crédits », il existera un *Conseil Général* de 14 membres, dont la moitié seront étrangers. Les décisions de ce Conseil Général devront être prises à la majorité de 10 voix. Comme les Allemands n'y seront que sept, les membres étrangers pourront toujours empêcher qu'une décision contraire aux intérêts de leurs mandants ne soit prise. D'autre part, comme les membres allemands seront nommés selon les règles que fixeront les actionnaires allemands, il sera facile aux financiers anglo-américains, qui seuls disposent des ressources nécessaires pour souscrire la plus grande partie des actions de la Nouvelle Banque (celles-ci doivent être payées en or ou en devises étrangères), de les souscrire sous le nom d'hommes de paille allemands qui feront le nécessaire pour que tout ou partie des membres allemands du Conseil Général soient à la dévotion ou à la solde de la finance étrangère.

Par l'entremise du Commissaire étranger dont il va être ci-dessous question, ce Conseil Général pourra évoquer devant lui à peu près toutes les décisions importantes prises par le Comité de Direction et en juger en dernier ressort.

A côté du président : le commissaire

En outre du Comité de Direction, il y a un autre organe de direction : le *Président de la Banque*. Celui-ci, qui est l'« Administrateur-Directeur » de la Banque, sera chargé de toute l'administration courante. Il sera allemand ; mais, de même qu'à côté du Comité de Direction siège le Conseil Général, de même, à côté du président de la Banque, siège le *Commissaire*, qui, lui est étranger.

C'est ce commissaire qui sera le véritable maître de la Banque, car c'est lui qui aura la clef du robinet : ce n'est, en effet, qu'avec son acquiescement que pourra être émise de la nouvelle monnaie. Tout billet de banque devra, à côté de la signature du Président, porter le sceau du Commissaire, — comme tout acte législatif tunisien doit, à côté de la signature du bey, porter celle du Résident général — et, pour sortir un billet de la réserve et le lancer dans la circulation, l'autorisation du Commissaire sera également nécessaire.

Le Président aura donc toutes les apparences de la souveraineté, mais le Commissaire aura la réalité du pouvoir.

La limitation des crédits

Quant à la politique que suivront le Conseil Général et le Commissaire, les limitations que les Experts accumulent dès maintenant à l'activité de la Nouvelle Banque montrent clairement quel en sera le sens général.

Non seulement la Nouvelle Banque ne pourra prêter que pour trois mois au plus, contre seulement des efforts porteurs de trois signatures, mais elle ne pourra prêter ni sur titres d'Etat, ni sur actions industrielles, ni accepter de lettres de change. Les facilités de crédit qu'elle pourra accorder à l'industrie seront donc plus restreintes

même que celles accordées par la Banque de France — et ce n'est pas peu dire ! — la Banque de France prêtant, elle, du moins sur les titres d'Etat, ou garantis par l'Etat.

De cette manière, avec une banque d'émission qui ne pourra même pas accorder les crédits qu'accorderait la Banque de France avant-guerre, on est certain que l'industrie allemande ne pourra pas se développer davantage que ne se développait l'industrie française avant 1914, c'est-à-dire qu'elle devra se tenir par force dans des limites telles que la prééminence du commerce anglo-américain sur le marché mondial ne risque point d'être menacée.

Armés des statuts, le Commissaire et le Conseil Général ont tout pouvoir pour obliger la Nouvelle Banque à coucher dans le lit de Procuste d'une économie petite-bourgeoise la géante industrie de la récente Allemagne.

Mainmise sur les chemins de fer

Le rapport des Experts assure la mainmise du capital étranger sur les chemins de fer allemands d'une manière plus étroite que sur la banque d'émission. L'exploitation de tous les chemins de fer du Reich doit passer à une Compagnie privée, dirigée souverainement par un Conseil d'administration de 18 membres, dont la moitié sont nommés par la Commission des Réparations. Sur les neuf membres restants, cinq seulement sont nommés par les porteurs des 2 milliards de marks-or d'actions qui devront être émises dès la constitution de la Compagnie. Comme, en l'état actuel des choses, seuls les financiers anglais et américains peuvent souscrire la grosse part de ces deux milliards ; ce sont eux qui nommeront ces quatre derniers administrateurs, parmi lesquels devra être choisi le Président du Conseil d'administration. Il y aura donc, en fait, dans le Conseil d'administration, treize représentants du capital étranger contre cinq représentants de l'Etat allemand. Le capital étranger est ainsi assuré de la majorité. C'est lui qui gouvernera les chemins de fer allemands. Il pourra imposer la politique des tarifs qui sera la plus profitable, non à l'industrie allemande, mais à ses concurrentes étrangères.

Dans les chemins de fer aussi un commissaire

C'est ce Conseil, où les éléments étrangers seront en majorité, qui nommera, notamment, le *Directeur Général de la Compagnie*. Comme il faut sauver les apparences, ce Directeur, qui sera chargé de l'administration quotidienne de la Compagnie, sera allemand, mais comme il pourrait trahir les étrangers qui l'ont nommé, on l'a flanqué d'un *Commissaire*, étranger, lui, nommé par les représentants au sein du Conseil de la Commission des Réparations, et qui, aidé de tout un personnel d'experts et de comptables a le droit de contrôler jour par jour dans les détails tout ce que fait le Directeur et, d'une manière générale, tout ce qui se passe sur les voies ferrées.

Ce Commissaire a le droit d'imposer sa politique au Directeur et même de se substituer à lui.

« Si une mesure quelconque se rapportant à des constructions, à l'exploitation ou aux tarifs, menace sérieusement les droits ou les intérêts des obligataires ou de la Commission des Réparations », c'est-à-dire, en fait, toute mesure importante, le Commissaire a le droit d'intervenir auprès du Directeur Général, et s'il ne parvient point à lui faire modifier sa décision, il saisit le Conseil d'administration qui prend « telles mesures qu'il juge nécessaires ».

Dans le cas où les bénéfices de l'exploitation ne permettraient pas de faire le versement annuel de 660 millions de marks-or prévu comme contribution des chemins de fer au paiement des réparations, ce qui arrivera forcément si les tarifs de transports ne sont pas fixés à un taux très élevé empêchant tout développement de l'industrie allemande, et même si ces millions sont versés par ailleurs, le Commissaire pourra exploiter lui-même les chemins de fer, en tout ou en partie.

Ce qu'il faut ce sont des tarifs prohibitifs

La politique que le Conseil d'administration et le Commissaire obligeront le Directeur Général à suivre est énoncée très clairement et à plusieurs reprises par les Experts au cours de leur rapport. Cette politique sera exactement l'inverse de celle suivie jusqu'ici par l'Administration des chemins de fer allemands, qui consistait à se préoccuper en premier lieu « du développement progressif de la vie économique du pays » en ne considérant que comme un « objectif secondaire » le bénéfice à réaliser.

Pour les Experts il faut au contraire que la nouvelle Compagnie de chemin de fer obtienne « une rémunération juste et équitable de son capital, ...y compris des réserves adéquates pour toutes fins, y compris l'amortissement du capital ». On saisit toute la portée de cette obligation, en se rappelant que sauf dans quelques cas exceptionnels, une pareille rémunération du capital n'a jamais été obtenue par des chemins de fer avec leurs seules recettes. Pour y arriver il serait, en effet, nécessaire d'établir des tarifs de transport si élevés qu'ils paralyseraient totalement la vie économique du pays. En France, par exemple, tous les réseaux autres que celui du Nord devaient dès avant-guerre faire appel chaque année à l'Etat pour avoir de quoi payer les intérêts et l'amortissement de leur capital ; depuis la guerre ils sont obligés de faire appel à l'Etat même pour payer une part de leur dépenses d'exploitation, leurs dépenses en charbon et en personnel. Si les Compagnies de chemins de fer françaises devaient avec leur seules recettes faire face à leurs dépenses d'exploitation, à l'intérêt et à l'amortissement de leur capital, ce serait à une augmentation colossale des tarifs et sans doute à la fermeture d'un grand nombre de lignes secondaires qu'il faudrait se livrer.

L'établissement en Allemagne de tarifs de transports extraordinairement élevés est donc le but non seulement poursuivi mais publiquement avoué par les Experts. Tarifs de transports si élevés que les marchandises allemandes ne pourront atteindre les ports d'exportation, et ne risqueront point par conséquent de venir concurrencer sur le marché mondial les marchandises anglo-américaines, ce qui était précisément la mission des Experts.

R. LOUZON.

Le capital, dit le Quarterley Reviewer, fuit tumulte et querelle ; il est craintif de nature. Ceci est très vrai, mais ce n'est pas la vérité tout entière. Le capital ressent autant d'horreur du manque de profit ou du peu de profit que la nature en ressent devant le vide.

Le capital prend de la hardiesse en proportion du profit. 10 % assurés, et on peut l'employer partout ; 20 %, il s'anime ; 50 %, et il risque tout ; pour 100 %, il piétine toutes les lois humaines ; 300 %, et il n'existe aucun crime qu'il n'accomplirait pas, même en risquant le gibet.

(K. Marx, *Le Capital*.)

CHRONIQUE DES CELLULES

Nous ne sommes pas d'accord avec le camarade S. Broche sur tous les points de son exposé.

Ainsi nous estimons qu'il se trompe quand il affirme que la décision de Levallois témoigne d'un esprit ouvrieriste parce qu'elle demande que les comités des sections locales soient en majorité composés de membres de cellules d'usine.

A notre avis, le camarade est également dans l'erreur en ce qui concerne les relations à établir entre les sections locales et les cellules d'usine.

Malgré ces différences, nous publions l'article de Broche, car le problème est très important et il faut qu'il soit discuté amplement.

LA REDACTION.

La première Conférence des cellules tenue à Levallois avait décidé la publication d'une série d'articles dans la presse du Parti pour faire comprendre à tous les camarades :

- Les raisons de la transformation du Parti sur la base des cellules d'usine ;
- Le rôle de ces cellules ;
- Les moyens pratiques de les réaliser.

La discussion récente au Conseil Fédéral de la Seine a montré que la décision de Levallois correspond à une nécessité urgente. Car il y a encore une grande confusion dans l'esprit de beaucoup de camarades qui ne savent différencier les rôles respectifs des cellules d'usine, des comités d'usine, du noyau ou de la fraction communiste.

Des camarades disent : « Le travail principal de la cellule d'usine est de faire du recrutement syndical ; d'autres affirment : « Contrôle de l'usine, renseignements techniques, etc... pour faire marcher l'usine après la prise du pouvoir », etc.

La nouveauté de la question et l'habitude de considérer les sections locales telles qu'elles existent actuellement comme les « organes naturels » du Parti, font que les camarades considèrent les cellules comme des instruments de propagande auxquels on fixe une fois pour toutes une tâche « principale », tandis qu'elles sont en réalité la *chair même de l'organisme du Parti*.

Je voudrais faire ressortir la différence qu'il y a entre une cellule d'usine et un noyau ou une fraction, en faisant une analogie entre l'organisme du Parti et l'organisme humain par exemple.

Pour remplir sa tâche et assurer son existence l'homme emploie deux sortes de moyens :

1° Les organes naturels, comme par exemple les mains, les pieds, les yeux, etc., qui sont attachés les uns aux autres et dont l'ensemble forme l'organisme humain ;

2° Les instruments proprement dits comme : le marteau, le fusil, une machine, un bâton, etc..., qui ne font pas partie de l'organisme mais servent simplement à suppléer à l'insuffisance de ses organes naturels.

Le Parti lui aussi remplit ses tâches à l'aide de ces deux sortes de moyens :

1° Par ses organes naturels comme les cellules d'usines et de rues, les comités locaux, régionaux, etc..., dont l'ensemble forme l'organisme du Parti ;

2° Par les fractions et noyaux dans les différentes organisations (Comité d'usine, syndicat, coopérative, etc.) qui sont des outils auxiliaires dans les mains des « organes naturels ».

Il y a donc, entre une fraction ou un noyau et une cellule, la même différence qui existe entre un marteau et la main qui le dirige.

Si nous admettons que la cellule d'usine est un

organe naturel et non pas un instrument, alors le problème du « travail principal » de la cellule est définitivement résolu.

Le Parti a une série de tâches qui convergent vers le même but, mais elles ne restent pas toujours dans le même plan, aujourd'hui c'est une de ces tâches qui est au premier plan, demain c'est une autre et ainsi de suite.

La situation de la cellule est la même que celle de l'ensemble du Parti, mais en plus petit. Ses tâches sont les mêmes que celles de tout le Parti et se trouvent toujours sur les plans correspondants à ceux du Parti.

Par exemple le Parti a aujourd'hui comme travail principal la campagne électorale — la cellule doit avoir le même travail. Demain le Parti prépare la manifestation au mur des Fédérés — la cellule également et ainsi de suite. Toutes ces petites tâches ne sont « principales » que pendant un jour et ne doivent pas nous faire négliger toutes les autres dont l'ensemble forme la tâche principale pour la période actuelle : *la conquête des masses*.

On peut dire sans exagération que c'est seulement par les cellules d'usines que le Parti pourra pleinement remplir cette tâche, c'est-à-dire gagner les masses non pas pour quelques jours et pour une manifestation, mais pour toujours. Pour cela, il faudra que la cellule ne se préoccupe pas uniquement des revendications économiques et politiques des prolétaires ; elle devra créer dans l'usine un réseau d'organisations pour accaparer, si on peut dire, toute la vie sociale de l'ouvrier.

Encore quelques mots sur le moyen de passer le plus rapidement possible de la base actuelle à celle des cellules d'usines. Je crois que tout le monde est d'accord qu'on ne peut pas démolir la base actuelle du Parti avant de préparer la nouvelle, mais je pense pour ma part que, pour préparer le passage de l'ancienne à la nouvelle base, il faut commencer à faire dès maintenant une interpénétration entre les éléments des deux.

Dans la résolution de la Fédération de la Seine, il y a un passage que la prochaine Conférence des cellules (1) devra modifier.

Il est dit :

« Les ouvriers qui ne travaillent pas dans les grandes et moyennes usines, ainsi que les ménagères et autres camarades, doivent consacrer tous leurs efforts dans les sections d'habitation, et développer les rouages et en prendre les postes de direction et de travail. »

L'application de cette partie de la résolution aurait à mon avis, comme conséquence, un renforcement du « localisme » de la section, un isolement entre les éléments d'usine et les éléments « locaux » qui pourraient devenir un obstacle à la transformation définitive du Parti. (La décision prise à Levallois de composer les comités des sections locales avec des majorités d'éléments d'usine, tombe dans l'excès contraire, dans l'ouvrierisme).

Je pense qu'au lieu de « développer les rouages » des sections locales, les camarades non travaillant dans les usines devraient dès maintenant être rattachés à des cellules existantes.

Les camarades intellectuels, les étudiants, les travailleurs de nuit, les ménagères et, enfin, tous

(1) Il serait nécessaire de faire participer les sections locales à cette conférence avec voix consultative.

ceux qui peuvent avoir la possibilité de participer au travail d'une cellule, doivent être répartis dès maintenant.

Par exemple, la cellule Citroën devra être composée :

- a) De camarades qui travaillent à l'usine ;
- b) D'une ou deux ménagères qui habitent autour de l'usine ;
- c) D'un ou deux intellectuels (étudiant, avocat, etc.) qui sont libres aux heures de réunion de la cellule. En procédant de cette manière, nous avons les avantages suivants :

1° La liaison entre la section locale et les cellules de la localité devient, pour ainsi dire, vivante, et à la longue, la cellule devient une partie de la section locale, ce qui est en réalité le but à atteindre ;

2° Par la présence dans son sein d'éléments qui

ne dépendent pas de l'usine, la vitalité de la cellule est à l'abri de la répression patronale et le travail visible de la cellule (distribution de tracts à la sortie, vente de journaux, etc.) sera plus facile à faire ;

3° Développement d'un esprit prolétarien chez les éléments non travaillants à l'usine par le travail commun, avec les ouvriers à l'intérieur de la cellule, et confiance réciproque de la part des ouvriers dans les éléments non prolétariens qui se sont mis sincèrement au service de la classe ouvrière.

Cette proposition est immédiatement réalisable, c'est-à-dire qu'elle peut faire partie du premier palier et permettrait un développement rapide des cellules d'usine.

S. BROCHE.

L'OPINION DES MILITANTS

Courte Réponse

Notre camarade Barré, ancien délégué permanent, est un militant très actif. Il appartient à la Gauche au temps où celle-ci luttait contre Frossard, mais à Lyon il se dressait contre les ouvrieristes, en un discours d'une extrême violence. Dans l'intérêt du Parti et pour le mieux défendre, notre camarade se jeta dans les bras de Souvarine et s'incorporait dans la majorité de l'époque ; c'était son droit.

Mais, ce qui n'est le droit de personne, c'est d'attaquer le Comité Directeur, la Gauche, Treint, Paris, etc., en attribuant aux uns les fautes que les autres ont commises.

N'étant pas « Parisien » et n'appartenant que provisoirement à la Direction, je ne saurais être accusé de parti pris dans cette courte réponse.

D'après Barré, toutes les directives électorales, toute l'organisation de la campagne et les fautes conséquentes à celle-ci sont imputables à la Gauche qui dirige le Comité Directeur. Cette affirmation est un peu osée. Le Comité Directeur a écarté Treint du Secrétariat et du Bureau Politique ; il a voté contre Treint à l'occasion de la lettre au Labour Party ; il a voté contre Treint et pour la première résolution Souvarine à l'occasion de la question russe. Dans ces conditions, on ne peut pas prétendre que la Gauche le dirige.

Mais, ce qui est plus amusant, c'est l'attitude de notre camarade critiquant un Comité Directeur que ses amis et lui-même ont nommé à Lyon sur l'inspiration de Souvarine, et en opposition à la Gauche.

Défendre le Comité Directeur actuel, je ne m'en sens pas capable. Dire qu'il a commis des fautes lors de la campagne électorale est une chose vraiment facile, mais ce qu'il serait bon d'ajouter, c'est qu'elles procèdent toutes d'un esprit diamétralement opposé à celui que Barré leur attribue. Elles sont une survivance de l'esprit « centriste » fait de « bon garçonisme », de « tolérance », de « grande amitié ».

Une autre erreur serait de croire que Treint a voulu opposer Paris à la province. Il a dit, et c'est vrai, que les méthodes employées par la Fédération de la Seine, et critiquées à Lyon, ont prouvé leur efficacité lors des élections.

La Fédération de la Seine avait appliqué à la lettre les décisions du 4^e Congrès mondial concernant la pénétration et le *noyautage*. Cela n'avait pas été sans peine : tel qui appartenait à une organisation se refusait à la quitter ; tel autre refusait d'entrer dans celle où notre action était utile.

Pour conquérir l'influence dans les masses, il fallait que les communistes se montrent actifs dans l'action quotidienne : à l'usine, au syndicat, à l'A. R. A. C.,

aux coopératives, aux locataires, etc... Il fallait qu'ils y travaillent et bon nombre d'entre eux qui n'étaient jusqu'à ce jour que des adhérents honoraires ne s'en sentiraient pas la force et quittèrent le Parti.

On accusa les dirigeants de la Seine d'être des sectaires et des incapables, malgré cette accusation et parce qu'ils avaient confiance en la valeur des décisions du 4^e Congrès, ils les appliquèrent coûte que coûte.

Quand les Travailleurs virent les communistes à l'œuvre, quand les Syndiqués dirigés jusqu'à ce jour par une poignée d'anarchistes comprirent que nous étions capables de mener une action avec plus de méthode et de dévouement que nos adversaires, l'influence au Parti grandit à leurs yeux et se traduisit le 11 mai par une éclatante victoire.

Tel est le sens de l'article de notre camarade Treint. Cette constatation, qui atteste de la justesse des décisions de l'Internationale et démontre combien furent erronées les critiques dont les dirigeants de la Seine eurent à souffrir, ne diminue pas la valeur de l'effort des autres Fédérations.

Pourquoi Barré critique-t-il la Gauche à l'occasion d'un succès dont tout le Parti a bénéficié ? Ainsi, quand une Fédération n'est pas de la tendance de ce camarade, quoi qu'il advienne, elle aura tort ; si elle échoue malgré ses efforts, il la blâmera ; si elle fait triompher un Communisme dont la qualité n'est contestée par personne, au lieu de s'en réjouir comme d'une victoire commune, il essaiera de dresser contre elle toutes celles qui n'ont pas été favorisées par le succès.

La méthode est un peu simpliste, mais elle ne peut que porter préjudice à notre Parti. Il est regrettable que Barré ne l'ait pas compris.

Roger RIEU.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,
120, rue Lafayette, Paris

LA RUSSIE DES SOVIETS

L'effort économique

A BOUKHARA. — « *Le Palais du despote* », maison de santé pour les travailleurs.

Le Bureau du Comité Exécutif Central panrusse a décidé de faire don à la République soviétique de Boukhara du Palais d'Été de l'ancien émir boukharien, situé à Ialta, dans la Crimée.

Le représentant plénipotentiaire de la République de Boukhara dans l'U. R. S. S., Ioussouf-Zade, dans une lettre adressée au Commissariat des Affaires étrangères, écrit à ce sujet : « Ce don est particulièrement significatif pour le Boukhara. Là, où prenait son repos le despote du Boukhara, fatigué des violences et des persécutions qu'il exerçait contre les masses paysannes et ouvrières, maintenant prendra son repos, la fleur du Boukhara, l'espoir du peuple — la jeunesse travailleuse. Le Palais sera transformé en sanatorium. C'est sa meilleure utilisation. Et c'est pour ce don que je vous apporte, au nom du peuple boukharien, ma reconnaissance la plus chaleureuse. »

EN TURKESTAN. — *Les richesses houillères.*

Le Comité Géologique de l'U. R. S. S. entreprendra pendant l'été de l'année courante l'étude de gisements importants de la houille en Turkestan.

Les recherches commenceront dans la région de Tchekpa, où seront aussi entrepris les travaux de forage.

EN RUSSIE BLANCHE. — *Assèchement de marécages.*

Dans le département de Minsk, les paysans ont creusé un canal d'assèchement sur une étendue de neuf verstes. Grâce à cette mesure, un terrain de 2.000 déciatines de marécages sera asséché. Le canal a été nommé « Canal de Lénine ».

DANS L'OURAL. — *L'exploitation du minerai de cuivre.*

Dans la région d'Ekaterinbourg, dans la mine de Kalatinsk, faisant partie du trust Ouralmet, ont été entrepris des travaux ayant une grande importance pour l'industrie du cuivre de l'Oural. Les travaux consistent à creuser une nouvelle mine d'une profondeur de 75 mètres. La mine de pyrite de Kalastinsk a été détruite en 1917 par un incendie. Actuellement, le creusement de la nouvelle mine constitue le premier essai de rétablissement des mines de Kalatinsk depuis 1917.

L'industrie du pétrole de Bakou

L'industrie naphlifère de Bakou est nationalisée depuis quatre ans. Dans les premières années, cette industrie a passé par une crise aiguë provoquée par les guerres civiles et par le manque absolu de relations avec le monde extérieur. La quatrième année s'est écoulée sous l'égide du rétablissement de l'industrie.

Au cours de cette période de quatre années, on a exporté, dans les Républiques soviétistes de l'Union 695 millions de pouds de pétrole. L'approvisionnement en combustible de l'U. R. S. S. ayant été assuré, l'exportation du pétrole de Bakou à l'étranger commença à se développer, surtout dans le Proche-Orient. On a exporté à l'étranger, en 1922, 6 millions de pouds de succédanés de pétrole ; en 1923, 14 millions 1/2 de pouds ; dans les premiers cinq mois de 1924, 17 millions 1/2. L'exportation du pétrole dans le Proche-Orient s'est élevée, pendant cette période, de 336.000 pouds à 1.161.000 pouds. D'une façon générale, on a atteint, au cours des deux dernières années, 60 % de l'exportation d'avant-guerre.

La nouvelle fontaine de naphte qui a jailli à Sourakhany fonctionne d'une façon intense. La production atteint 100.000 pouds de naphte par jour. Le puits jaillissant est situé dans la cinquième couche, non exploitée jusqu'à ce moment. Cette situation permet d'établir les meilleurs pronostics pour le travail futur.

La situation des semailles dans l'U.R.S.S.

I. — *Semailles d'automne.*

La situation des semailles d'automne, au 15 mai, suivant les données de la Direction Centrale de Statistique, se présente comme suit : dans les départements du nord-ouest de la Russie d'Europe (de Pskov, de Novgorod, de Léninegrad, d'Arkhangel, la République carélienne) et dans les départements du sud-est (la République des Allemands de la Volga, département de Samara et la République Tartare) la situation des semailles d'automne n'est pas entièrement satisfaisante. A ce groupe appartiennent, en partie, les départements de Kalouga et de Tchernigov.

Par contre, dans les départements du sud (d'Odessa, d'Ekaterinoslav, de Kharkov, du Donets, de Voronej et d'Orel) cette situation est supérieure à la moyenne. On peut ajouter à ce groupe aussi, en partie, les départements de Nijni-Novgorod, d'Ivanovo-Voznesensk, de Viatka et aussi certaines régions de l'Oural.

Dans les autres départements de la Russie d'Europe, les semailles d'automne sont entièrement satisfaisantes. De même en Sibérie. Dans la République des Kirghiz la moyenne est dépassée.

Comparée à l'année dernière, la situation des semailles d'automne, dans presque toutes les régions de l'Union, est de beaucoup supérieure, exception faite pour la République ukrainienne et la région de la Volga.

II. — *Les semailles de printemps.*

Les germes des blés de printemps, du froment, de l'orge, de l'avoine, du millet et du maïs sont en général pleinement satisfaisants et dans certaines régions supérieurs à la moyenne.

On signale que l'état est moins satisfaisant pour le froment, l'orge et l'avoine dans le département de Stavropol, pour le froment dans le département de Tver, pour l'avoine dans la République des montagnards, et pour le millet dans la Basse-Volga.

Les renseignements concernant l'état des herbes ensemailées sont plus que satisfaisants.

La communication télégraphique directe de l'U.R.S.S. avec l'Angleterre et l'Amérique

Vient d'être achevée la réparation du câble télégraphique direct anglo-russe Mourman-Piterkhen-Londres, relié par voie terrestre avec Moscou et Léninegrad. Par ce fait même s'établit la communication télégraphique directe entre l'U. R. S. S. et l'Angleterre et l'Amérique (par Londres).

La nouvelle voie aérienne

On a établi une communication aérienne postale sur la ligne Tachkent-Alma-Arae.

Le Congrès des Bactériologues et Médecins sanitaires, à Léninegrad, a écouté le rapport du professeur Resle, représentant de la Société des Nations, venu dans l'U. R. S. S. à la suite de la décision de la Société. Le rapporteur a déclaré que ce qu'il a vu dans les Républiques soviétistes a dépassé ses prévisions, et que l'Occident pourrait prendre comme exemple l'organisation sanitaire des Soviets. Suivant l'avis du professeur Resle, le moment est venu où la lumière se répandra de l'Orient en Occident.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur